

LES EFFORTS DES PAYS AFRICAINS

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 23 AVRIL
DIMANCHE 24 AVRIL 1977
N° 433 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942

Afrique du Sud

Témoignages sur
le massacre
de Noël à Nyanga

(LIRE EN P.8)

Morts dans le béton

Une découverte vient d'être faite dans le stade olympique de Munich. Une découverte qui laisse imaginer dans quelles conditions les ouvriers ont dû travailler pour le construire.

En effet, on vient de trouver les corps de travailleurs immigrés coulés dans le béton.

Ils ont dû faire une chute à l'intérieur d'un coffrage... Et les chefs de chantier ne s'en sont pas aperçus, ou n'ont pas voulu s'en apercevoir.

Que coûte, pour ceux qui devaient tirer profit de ce stade olympique, la vie de travailleurs dont l'absence n'a semble-t-il dû étonner que leurs camarades ?

contre le chômage

LA LORRAINE SE BAT



Avec les sidérurgistes, les travailleurs de Solomi-Soloci manifestaient le 25/3 à Thionville.

AUXERRE :
DÉLÉGUÉE CGT
LICENCIÉE

MIREILLE BRESSOLLES : 50^e JOUR DE GRÈVE DE LA FAIM

Mireille Bressolles au 50^e jour de sa grève de la faim est plus que jamais déterminée à poursuivre la lutte pour sa réintégration. Le soutien s'est élargi, la justesse de sa lutte est maintenant largement connue. Elle dépasse largement le seul cas de Mireille Bressolles, elle met en cause la médecine du profit qui méprise la santé des travailleurs. Système contre lequel Mireille Bressolles s'est révoltée, ce qui a entraîné son licenciement du centre de Transfusion Sanguine d'Auxerre.

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.7)

AÉRONAUTIQUE :

La gauche
divisée

(VOIR P.3)

- KOENISMAKER : 40^e jour de grève et journée «portes-ouvertes» dimanche
- FILLOD (De Wendel à Florange) : expulsés, les ouvriers réoccupent

- SILF (Hayange) : occupation contre 12 licenciements
- CET DE MOYEUVE : Grève pour le maintien de l'embauche dans la sidérurgie

Désormais, l'ensemble des travailleurs Lorrains le savent : au bout de la restructuration des maîtres de Forge, si elle n'est pas combattue, il y aura une

région morte, vide et 60 000 licenciements si l'on fait le compte des usines sous traitantes.

Désormais le compte à rebours est terminé et le plan de chômage s'est mis en marche dans trois usines de la région Thionvilloise : Koenismaker, Fillod, Silf. La Lorraine aussi s'est mise en marche : le premier pas vient d'être effectué par les travailleurs de ces trois entreprises, en grève illimitée ! Un second pas, celui de la convergence nécessaire de ces luttes sera effectué dimanche où ils se retrouveront tous à la journée «portes ouvertes» organisée par Koenismaker. Non rien n'arrêtera la marche des travailleurs Lorrains désormais !

(LIRE NOTRE
ARTICLE EN P.6)

ORLÉANS

Contre la suppression des avantages
acquis, pour leur extension

6 USINES EN LUTTE

- Unelec (CGE), Coussinets-Minces, Fonderies Chenesseau, Salviam (Bâtiment) Hypermarché
- 66 licenciements chez Orega (Thomson)

4 délégués au tribunal, 4 ouvriers blessés
par les jaunes

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.5)

ZAIRE

MOBUTU ROMPT LES RELATIONS AVEC L'URSS

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.9)

Les efforts des pays africains contre l'emprise impérialiste

(LIRE NOTRE DOSSIER EN P.12)

Ferry confirme son plan

LES PATRONS DE L'AUTOMOBILE NE PRÉVOIENT PAS D'EMBAUCHE

Face à la colère des travailleurs et des sidérurgistes lorrains, face aux remous parlementaires qui en découlent, Barre avait annoncé mardi un certain nombre de mesures destinées « à faire avaler la pilule » : maintien provisoire du haut fourneau de Thionville, déguisement des licenciements en « retraite anticipée » ou « retour au pays des travailleurs étrangers », et encore maintien de l'emploi en Lorraine avec la création en particulier de plusieurs entreprises automobiles.

Ce sont ces déclarations qui avaient conduit le PS et le PCF à parler de victoire des sidérurgistes, ou de premier recul du gouvernement. Trois jours après, Ferry, le président de la chambre patronale de la sidérurgie, recevait les syndicats, et pour leur dire quoi ? Pour leur confirmer, dans sa quasi intégralité, le plan de licenciements des maîtres de forges ? Seule évolution, le haut fourneau Usinor de Thionville restera

en activité, mais Ferry a bien précisé que cette activité « ne devrait pas excéder quelques mois ». Quant au reste, sont confirmés pour 77 ou les premiers mois de 78 : la fermeture totale d'Usinor à Louvroil, la fermeture de l'acierie et des laminoirs Usinor de Valenciennes, la fermeture des hauts fourneaux, des aciéries, des trains à fils de Chiers-Châtillon à Longwy, et pour Sacilor-Sollac, la fermeture du haut-fourneau d'Homécourt, de Hayange, des laminoirs et des aciéries de Rombas.

Le lendemain des belles paroles de Barre à la télé comme quoi il se donnerait les moyens de convaincre les patrons, Ferry ne change pratiquement pas un pouce à leurs décisions. Si les maîtres de forges persistent, peut-être l'emploi sera-t-il sauvegardé en Lorraine grâce à l'implantation d'usines automobiles ?

Du côté des directions de l'automobile, voilà ce que cela donne : l'usine de boîtes de vitesse de Citroën de Metz embauche 50 personnes par mois, et « aucun projet précis n'existe à l'heure actuelle » pour l'implantation d'une usine. Renault étudiera « dans le cadre du plan d'investissement 78 » la possibilité de s'introduire en Lorraine, mais il ne « saurait s'agir en aucun cas d'une usine de montage » peut-être une unité de mécanique... Quant à l'important programme d'embauche de Simca-Chrysler dans le Nord, il se résume à la création de 350 emplois d'ici la fin de l'année. Aucun autre projet n'est prévu.

Barre louvoie, il essaie d'éviter que la colère ne soit trop grande en Lorraine. Mais à vouloir trop louer, il ment, et ses mensonges risquent bien d'avoir l'effet inverse, d'accroître la volonté de lutte des sidérurgistes et des travailleurs lorrains.

TRANQUILLE

Voici un extrait de l'enquête de la commission auprès de Dassault lui-même :

M. Cot : « Est-il exact que vous avez acheté à la société Marcel Dassault des parts de la SARL Europ Falcon Service au cinquième de leur valeur effective ? »

M. Dassault : « Comme le groupe socialiste et le groupe communiste ont déposé une proposition de nationalisation de la société des avions Dassault, j'ai pensé que j'avais eu tort d'y associer Europ Falcon Service, c'est pourquoi je l'ai retirée et je l'ai rachetée. Cela ne changera rien, car je n'y coupe-rais pas ».

Séguy et l'horizon 78

« Nous réfléchissons dans la perspective de la venue de la gauche au pouvoir aux responsabilités qui vont nous incomber » a déclaré Séguy. Dans cette perspective, « il faut que les syndicats soient assurés du plein exercice de leurs prérogatives, de leur souveraineté entière et de leur complète indépendance ».

Il a encore ajouté : « Tout affaiblissement du rôle des syndicats est préjudiciable à la démocratie, y compris sous le socialisme ».

Les travailleurs ne sont, pour beaucoup, pas décidés à croire sur parole aux promesses de l'union de la gauche. Jusqu'ici, la CFDT avait largement utilisé cette méfiance pour sa rivalité avec la CGT. Aujourd'hui, au contraire, sachant bien qu'un gouvernement de gauche, en 78, serait forcément dominé par le PS, le PCF a tout intérêt à maintenir aussi disponible que possible la force de pression que peut lui donner sa direction sur la CGT : ce serait un contrepoids à la puissance électorale de son partenaire.

Aéronautique

LA GAUCHE DIVISÉE

Deux événements viennent de remettre au premier plan de l'actualité la question de l'industrie aéronautique. Il s'agit, d'une part, de la publication du rapport de la commission parlementaire sur « les fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautiques » ; d'autre part, de la proposition de la société américaine Boeing qui, pour vendre à Air France ses moyens courriers 737, serait prête à sous-traiter à la compagnie nationale, la SNIAS, la fabrication de ses nouveaux moteurs. A propos de ces questions, plus que les contradictions entre la « majorité » et la gauche, ce sont celles qui opposent PS et PCF qui prennent du relief.



DASSAULT ET LES FONDS D'ÉTAT

En septembre 76, éclate l'affaire de Vathaire : l'ancien comptable de Dassault, qui a détourné huit cents millions anciens de la caisse de son patron, accuse celui-ci de fraude fiscale sur une large échelle. Les partis de l'union de la gauche demandent une enquête parlementaire sur « les conditions dans lesquelles ont été utilisés les fonds publics et parapublics alloués aux entreprises Marcel Dassault et à leurs filiales ».

Après le vote du parlement, la commission d'enquête est bien désignée. Mais elle portera sur « les fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique ».

De toute évidence, la « majorité » préfère protéger autant que possible l'avionneur Dassault : n'est-il pas un des piliers financiers des campagnes de Chirac dans la Corrèze, intimement lié aux affaires du groupe gaulliste depuis les débuts de la cinquième république ? De toute façon, la commission notera : « Quelque effort que l'on puisse faire, les méthodes de contrôle des prix de revient et des coûts demeurent assez largement impenétrables aux profanes ».

Autrement dit, on peut toujours courir pour mettre son nez dans les affaires de Dassault et y comprendre quelque chose. D'autant que, de surcroît, « le gouvernement ayant opposé le secret fiscal,

Faut-il poursuivre la construction de Concorde et de l'Airbus ? Dans quelles conditions ? Comment la compagnie Air France peut-elle faire face au vieillissement de sa flotte de Caravelles ? Doit-elle les remplacer par des avions américains ? Telles sont les trois questions immédiates qui se posent pour l'orientation de l'aéronautique française.

LE MONOPOLE AMÉRICAIN

Toutes trois conditionnées par une fait majeur : la domination totale du marché mondial de l'aéronautique civile par les deux compagnies américaines Boeing et Mac Donnell Douglas. Vendre ou non aux États-Unis, ou sur les marchés, comme celui de l'Amérique Latine, qu'ils dominent ; pouvoir ou non assurer les liaisons Europe-États-Unis : tels sont en effet les problèmes que les avions civils européens, à la construction desquels les compagnies françaises ont largement participé, ont aujourd'hui à résoudre. Sans quoi, leur rentabilité n'est pas atteinte.

Or, les compagnies américaines ont aujourd'hui réussi à empêcher la vente de l'Airbus aux États-Unis, malgré sa supériorité technique. Or, elles ont réussi à empêcher jusqu'ici l'atterrissage de Concorde. En même

temps, aucune solution valable ne se dégage en France, pour remplacer les Caravelles vieillies et dont le maintien coûte cher : Boeing accentue sa pression pour s'adjuger ce marché. L'aéronautique civile française étranglée par le monopole mondial des États-Unis, est mal partie.

PS-PCF : DE SÉRIEUSES DIVERGENCES

Là-dessus, PCF et PS commencent à diverger sur les solutions à adopter. Le parti socialiste, en gros, propose de poursuivre la politique actuelle : production effective de l'Airbus, maintien d'un rythme très bas pour Concorde, sans véritable espoir commercial — ce qui ouvrirait probablement la voie, ultérieurement, à la collaboration avec les Américains. Enfin, le bureau exécutif vient officiellement de donner son appui à l'achat par Air France de moyens courriers Boeing pour remplacer les Caravelles. Cela se traduirait, à n'en pas douter, par un « dégraissage » de l'aéronautique du genre de celui qui frappe aujourd'hui la sidérurgie.

La position du PCF, elle, est simple — sinon simpliste —, Piquet, dans « L'Humanité », propose de poursuivre l'Airbus, de démarrer un programme de moyen courrier français qui pourrait aboutir en trois ans, et de bloquer en attendant le fonctionnement d'Air France sur les vieilles Caravelles. Comme on voit, il s'agit d'une « défense », sans nuances, de la production aéronautique française.

QUELLE « RENTABILITÉ »

Mais il faudrait bien que le PCF s'explique. Il entend, paraît-il, en leur donnant « l'autonomie de gestion », faire en sorte que les entreprises nationalisées soient rentables. Comment conciliera-t-il, pour le moyen courrier, la rentabilité de l'aéronautique et celle d'Air France qui supportera les frais des Caravelles ? Par ailleurs, toujours en retenant le critère de rentabilité, comment pense-t-il imposer Concorde et l'Airbus sur le marché mondial, puisque sans cela ils coûtent de l'argent ? Peut-être envisage-t-il de se tourner vers l'Est ? Mais alors, disons-le tout de suite, les conditions auxquelles les Russes accepteraient de « collaborer » avec l'aéronautique française pourraient bien se trouver encore plus draconiennes que celles des compagnies américaines aujourd'hui.

« Gouverner », rêvait tout haut Salini, à la première page de « L'Humanité » de la veille. Gouverner... avec de pareils choix, ce ne sera pas toujours facile !

Jean LERMET

primitive prévoyait des remboursements dès le premier avion. C'est par l'avenant N° 1 du 5 avril 72 que le début en a été reporté au 45^e avion ».

Ce simple petit détail a permis à Dassault d'éviter de rembourser 4,5 millions. Quant au reste, c'est entièrement à fonds perdus.

La situation de l'aéronautique française, telle qu'elle ressort finalement du rapport, est à peu près la suivante : d'une part, des constructions civiles qui reviennent essentiellement au secteur public, et se sont avérées peu rentables. D'autre part, des constructions militaires largement entre les mains de Dassault, qui rapportent de l'argent, du fait des commandes d'état et des ventes à l'étranger, en précisant que l'État finance de plus une bonne partie des recherches. Dans cette industrie, compte-tenu de cette situation, du grand âge de Dassault qui se laisserait faire, et des difficultés générales de la branche, une nationalisation ne se heurterait pas forcément à l'hostilité de la « majorité ». La commission, qu'elle dominait, indique : « Non peut juger conforme aux règles fondamentales de notre droit public (...) que la société Dassault-Breguet soit érigée en société nationale ».

Marchais et les patrons

UN CHEMIN ETROIT

A tout point de vue, le débat entre Marchais et les patrons aura été différent de celui de Mitterrand, dans le même cadre pourtant du forum de l'Expansion. D'abord parce que la salle n'était pas composée de la même manière : les grands patrons, ceux dont le programme commun prévoit de nationaliser l'entreprise, n'étaient pas là. Deux raisons à cela : d'une part, ces grands patrons entretiennent une hostilité réelle envers le PCF, et d'autre part ils se doutaient bien que Marchais ne

serait pas en mesure d'argumenter précisément sur les propositions économiques du programme commun, et au-delà sur les propositions du PCF lui-même. C'est là la deuxième différence entre les deux «forums» : autant Mitterrand, entouré de ses experts Attali, Rocard et autres avait voulu donner au patronat l'image d'un gestionnaire compétent avançant des solutions cohérentes, autant Marchais a su baisser et éviter le débat de fond.

Cette attitude n'est d'ailleurs pas de circonstance, elle est le reflet d'une des contradictions du PCF : il lui faut à la fois polir son image de futur parti gouvernemental, prenant en compte les intérêts du capitalisme et des capitalistes aujourd'hui, mais aussi ne pas ternir son image de «parti ouvrier», résolument hostile au patronat. Le fait que ce débat fut télévisé ne permettait pas à Marchais une bien grande marge de manœuvre, puisqu'il s'adressait à la fois aux patrons et aux masses.

Trois thèmes principaux ont dominé les débats, si l'on excepte les différents remous et altercations qui ont animé la salle : le rôle du marché, la place des PME, et les garanties politiques sous le programme commun.

UN DÉBAT SUR LE MARCHÉ : «LIBRE CONCURRENCE DÉMOCRATIQUE»

C'est Antoine Riboud, PDG de BSN-Gervais-Danone qui a entamé le débat sur le marché : la libre concurrence sera-t-elle la loi de l'économie avec le programme commun, comme l'a dit Rocard, entreprises nationalisées ou pas ? C'est effectivement un des points centraux de divergences entre PCF et PS que le poids des entreprises nationalisées dans le fonctionnement du marché capitaliste, et Marchais, sans le dire explicitement, l'a confirmé.

Pour lui, c'est aujourd'hui que la libre concurrence n'existe pas, du fait de la domination de quelques monopoles. Que ces monopoles soient nationalisés et l'économie française repartira d'un bon pied, avec une libre concurrence encadrée par un plan démocratique, c'est-à-dire où patrons et travailleurs auront leur mot à dire. Pas un mot sur la place de l'économie capitaliste française dans le monde, et des difficultés de cette économie dans la concurrence internationale.

«LE COMMERCE EXTÉRIEUR N'EST PAS DÉTERMINANT»

Marchais y est d'ailleurs revenu en ce qui concerne le commerce extérieur, puis, selon lui, ce commerce extérieur n'est pas déterminant, au contraire de la consommation intérieure. Aucun patron n'a relevé cette impasse dans l'exposé

de Marchais. Il est vrai qu'il y avait dans la salle une majorité de PME, et que ceux-ci étaient surtout préoccupés de leur avenir propre. De ce point de vue, Marchais a tout fait pour les rassurer, leur garantissant plus d'efficacité, un financement de l'Etat plus important, et leur fournissant également des garanties politiques : qui a bien pu glisser dans le programme commun cette petite phrase selon laquelle des entreprises pourraient être nationalisées à la demande des travailleurs ? Les radicaux sont explicitement contre, le PS, sans vouloir la retirer, n'y est pas favorable, et Marchais a bien précisé qu'une telle proposition ne figurait pas dans le programme propre du PCF «changer de cap», et «qu'en tout état de cause, c'est l'Assemblée nationale qui déciderait des nationalisations éventuelles». Que les petits patrons ne craignent donc pas la nationalisation, qu'ils ne craignent pas non plus l'action des cellules du PCF : «Le PCF existe depuis 60 ans. Depuis 60 ans, il y a des cellules d'entreprises ; nous en avons maintenant 10 000... Qu'est-ce que cela a changé ?» Voilà une vérité qui ne réjouira pas les militants ouvriers de base du PCF...

LE PCF VEUT FAIRE ACCEPTER SA PRÉSENCE AU POUVOIR

Dernier point du débat, les garanties politiques, et là encore, Marchais s'est montré rassurant : un gouvernement de gauche serait élu pour 5 ans, et bien sûr au bout de 5 ans de nouvelles élections auraient lieu pour poursuivre ou non l'«expérience» du programme commun. Certes Marchais n'avait pas l'intention de convaincre les patrons, et les maigres applaudissements qui ont salué sa prestation le montre. Mais son but était autre. Il s'agit aujourd'hui pour le PCF, de faire accepter sa présence au pouvoir en 78, et sa volonté de ne pas tout chambouler.

D'où le «recul» sur le parlement européen, ou les garanties fermes sur la non-nationalisation des entreprises moyennes. D'où également, la minimisation du rôle du PCF sous un gouvernement de gauche. Pourtant, rien ne reste changé quant à la volonté des révisionnistes d'avancer un

certain nombre de pions dans la voie de son projet capitaliste d'Etat. Mais cela, c'est avec le PS que cela se

néocie, pas avec les patrons...

Nicolas DUVALLOIS



Derrière la rencontre avec les patrons l'ombre des négociations avec le P.S.

QUELQUES CITATIONS

G. Marchais. — (...) Une dernière question que vous avez posée Monsieur Riboud : même emploi même lieu de travail ?

Ce que nous voulons, c'est que soit garanti un emploi à tous les travailleurs. Alors, est-ce qu'obligatoirement, toujours en toutes circonstances, il faudra maintenir le même emploi au même endroit quand on ne peut absolument pas faire autrement ? Ce n'est pas notre position. (...)

(...) M. Doiron (Sté Courtois). — Avec le programme commun les petites et moyennes entreprises seront coincées de partout. Où sera leur développement ?

G. Marchais. — Je comprends que les grands monopoles soient en transe à l'idée de voir mettre en œuvre l'évolution du programme commun.

Seulement, l'efficacité qu'est-ce que c'est ?

Les finances publiques sont pillées et de nombreuses petites et moyennes entreprises sont étranglées par les grosses.

Ce n'est pas un danger pour demain, c'est la réalité d'aujourd'hui.

L'efficacité économique ? Nous sommes tout juste au niveau de production de ce que nous étions en 1974.

Est-ce qu'il faut changer ? Oui, il faut changer ! Est-ce que le programme commun,

dans le cadre de ces réformes-là, envisage la liquidation, l'étranglement des petites et moyennes entreprises ? Absolument pas !

Et quand les petites et moyennes entreprises iront à la banque pour avoir des emprunts, elles auront des emprunts. (...)

(...) Notre politique, nous estimons, qu'elle va dans le sens des intérêts des petites et moyennes entreprises. (...)

(...) Nous disons aux petites et moyennes entreprises que leur avenir n'est pas du côté de la politique qui est mise actuellement en œuvre par ce pouvoir. Ils vous étonneront ! Ce n'est pas nous qui voulons vous étonner ! Ce n'est pas nous qui voulons vous étonner. Ce sont eux ! (...)

(...) J. Bolsonnat. — Si vous arrivez au gouvernement, qui conservera le pouvoir ultime de décision dans l'entreprise ?

G. Marchais. — Il y a les entreprises du secteur privé et le secteur nationalisé. Dans tous les cas, ce que nous voulons, c'est donner aux travailleurs des droits nouveaux.

Pour prendre le secteur privé les droits nouveaux prévus dans notre programme ne mettront pas en cause la décision des chefs d'entreprises. (...)

Europe : Giscard se console

Interrogé à Dakar à propos de l'élection du parlement européen au suffrage universel, et de la récente prise de position de Marchais, Giscard a déclaré que ce projet était «conforme à la parole de la France». Il a précisé que le gouvernement, proposerait un texte «répondant aux inquiétudes et aux préoccupations des tendances politiques», car cette élection au suffrage universel se ferait «dans le cadre des compétences actuelles» de cette assemblée. Il a affirmé «se réjouir du large consensus» et précisé : «il serait dommageable pour l'influence et l'intérêt de la France qu'elle se divise» sur un pareil sujet.

Tout n'est cependant pas acquis. En effet, Giscard a affirmé que la limitation des compétences de l'assemblée avait été prévue «à tous les stades» du projet : c'est contradictoire avec le texte du communiqué du conseil européen, qui souhaitait au contraire leur extension. Une nouvelle polémique n'est pas exclue sur ce sujet.

Charnière

Les radicaux de gauche se remuent beaucoup, en ce moment, pour se donner de l'importance. Fabre vient de se rendre au Luxembourg, où il a rencontré le premier ministre Thorn. Il s'agissait d'examiner l'adhésion du MRG à «l'Internationale libérale». Celle-ci comprend essentiellement des petits partis qui jouent sur leur rôle de charnière nécessaire pour constituer des majorités : c'est ce que fait le parti libéral allemand, c'est ce que voudrait faire son collègue anglais. Le MRG aurait-il l'intention de marcher sur leurs traces ?

En bref... En bref...

POUBELLE

C'était le nom du préfet de Paris qui a inventé ces objets. Chirac laissera-t-il pareil souvenir dans l'histoire ? Pour l'instant, il se montre bien moins utile : il refuse de satisfaire les revendications des éboueurs parisiens, qui se sont mis en grève.

L'Humanité. Il y affirme que la venue au pouvoir de la gauche n'est plus qu'une spéculation hypothétique.

CUMULARDS

Les sénateurs centristes continuent leur campagne contre le cumul des mandats. Selon eux, on ne peut à la fois avoir plus de deux des postes suivants : député, sénateur, membre d'une assemblée européenne, conseiller général, maire d'une commune de plus de deux mille cinq cents habitants. Ils ont déposé un projet de loi. Chirac n'est pas tranquille.

DEMI-SOLDES

Ils sont, paraît-il, plusieurs dizaines de milliers, et Chirac se préoccupe beaucoup de leur sort : ce sont les retraités de l'armée dont la situation va être examinée, sur ordre du président du RPR, par le député Cressard. Peut-on rêver plus honorables électeurs ?

ESPRIT ES-TU LA ?

«Il a l'esprit pesant et massif qui va droit au cœur des Français. Qui ça ? Barre. Qui le dit ? Le Figaro de jeudi. Celui de vendredi corrige : ce n'est pas «l'esprit», c'est «l'aspect». Ça reste lourd.

LES COUDES AU CORPS (SUITE)

On le savait, c'est le 14 et le 15 mai qu'un certain nombre de groupes gaullistes de gauche vont se réunir à Nice. Ils viennent de demander à participer à la renégociation du programme commun. Les signataires actuels leur demanderont-ils de s'entendre auparavant avec Charbonnel, qui ne les a pas encore rejoints ?

VENUS D'AILLEURS

Ils seront une centaine, paraît-il : ce sera les candidats du «mouvement des démocrates» aux prochaines élections législatives. Leur chef de file, Jobert, a affirmé qu'ils n'avaient pas besoin des «idéologies datant du XIX^e siècle». On se perd en hypothèses sur la date à laquelle la sienne remonte.

IN ENGLISH

The New-York Times a publié un article spécialement rédigé pour lui par René Andrieu, rédacteur en chef de

LUTTES OUVRIERES

Journée «ville morte» à Ossau Arudy (Pyrénées)

«NOUS VOULONS VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS»

Jeudi, ce sont 3 000 personnes qui se sont rassemblées sur la place de la petite ville d'Arudy pour le meeting central de la journée vallée morte organisée par la CGT. Par le mot d'ordre : «*Volem viem à Ossau*» repris tout au long de l'après-midi; la vallée toute entière exprimait son refus de devenir un désert. Par cette revendication, les travailleurs entendent bien s'opposer à la reconversion du capital, qui veut leur faire payer la crise en fermant les usines et en licenciant à tour de bras. De nombreuses délégations d'usines de la région étaient présentes ainsi qu'une dizaine d'ouvriers de la scierie Lombardie qui avait fait grève pour l'occasion, de nombreux paysans et aussi des enseignants,

instituteurs de la vallée; dans les écoles, les classes ferment à cause de l'exode provoqué par le capitalisme. Les commerçants ont ce jour-là fermé leurs boutiques, placés au côté des travailleurs pour défendre la vie de la vallée. Il faut ajouter qu'en même temps, se tenait à Larens un nouveau rassemblement regroupant plusieurs centaines de manifestants. Jeudi, c'était l'unité populaire contre la crise, qui s'est aussi concrétisée. C'est aussi un pas important pour le soutien à la lutte des travailleurs de la fonderie Messier qui ne fait que commencer. Non aux licenciements. Nous voulons vivre et travailler au pays !

Corr. PAU

Fonderie le pas et brisou (Côtes du Nord) :

CE QUI SE CACHE DERRIERE LES «DIFFICULTÉS» ÉCONOMIQUES

Les fonderies Le Pas et Brisou fabriquent des pièces de fonte pour la marine, les travaux publics et les ponts et chaussées. Elles exploitent trois usines, à Guingamp, Servon sur Vilaine et Le Pas (Côtes du Nord).

Depuis quelques mois déjà, l'usine de Guingamp tourne 24 heures par semaine seulement; il faut noter que quelques temps après, l'usine faisait appel à un bureau des méthodes pour renforcer la rentabilité, donc les cadences entre autre de l'usine ! A la suite de quoi, la fabrication d'un certain type de pièces a été transféré à l'usine du Pas où vient d'être installée par ailleurs une nouvelle machine ultra-moderne de 30 millions.

Dans la troisième usine à Servon, il y a 180 travailleurs et la direction vient d'annoncer qu'à cause de l'énorme déficit de l'année écoulée, elle devait en licencier 60. La Chambre de Commerce la soutient dans cette décision. D'où vient le déficit ? Mystère.

Mais pendant ce temps, à l'usine du Pas, les cadences augmentent, la production est poussée de plus en

plus : un nouveau chantier doit s'ouvrir bientôt, équipé à neuf. Les pièces sortent maintenant plus rapidement.

A l'usine du Pas, on pense que la direction veut liquider en partie l'usine de Servon, rentable, et transférer sa production au Pas, en partie au moins. Bien sûr, on licencie à Servon. Mais on ne peut être sûr qu'on n'embauchera pas au Pas ! La crise, c'est le chômage pour les uns et l'accélération des cadences pour les autres. Devant le déficit, il ne semble pas que les patrons aient songé à réduire les frais généraux, ces messieurs vont dans les meilleurs restaurants, à l'Hôtel du Commerce, se balladent avec des voitures de service (et pas en 2 CV ! Non, en R 16, 504 ou CX). Pour l'instant, l'accord de l'inspection du travail n'est pas encore donné et on ne sait pas qui seront les licenciés.

La CGT de Servon n'a guère, en tout cas, mobilisé pour le moment. Seules des délégations au Préfet de région et à la municipalité ont été constituées, ce qui est bien peu. Affaire à suivre.

Corr. St Briec

Rassemblement national habillement-cuir-textile

LUTTER TOUT DE SUITE OU ATTENDRE 78 ?

La grande salle de la mutualité était trop petite pour contenir les milliers de travailleurs du textile, de l'habillement, des cuirs, des blanchisseries, qui étaient «montés» à Paris à l'appel des fédérations CGT et CFDT pour un «rassemblement national».

De toutes les boîtes, occupées depuis de longs mois ou depuis quelques semaines, en lutte contre le chômage, contre les fermetures d'usines, des délégations étaient venues.

A partir de 10 h, les prises de parole se succédaient sans interruption jusqu'à 14 h où les six milles participants se rangeaient sous les banderoles devant la mutualité pour aller en manifestation jusqu'à la Bastille. Très combatif mais sans perspective de luttes très précises, tel était ce long cortège qui se disloquait dès l'arrivée place de la Bastille où attendaient déjà les cars.

Ils étaient tous là ! De Réhault, de Schlumpf, de la CIP, de RPT Lyon, St Étienne, Péage-de-Roussillon... pour les plus connus, mais aussi Boussac, Valière, Gillet-Thaon, JB Martin, la Lainière de Roubaix, celle de Cambrai, et beaucoup d'autres. Six mille à Paris pour ce rassemblement, dans ces branches, c'est considérable ! Ils sont montés à la tribune les uns après les autres pour dénoncer les restructurations, la loi du profit qui les jette à la rue par milliers. Ils ont souligné l'exceptionnelle gravité de la situation de l'emploi dans ces branches d'activité. Ils ont dénoncé l'hypocrisie des patrons qui «se plaignent des importations étrangères qui les concurrencent alors que ce sont eux qui les organisent. Ces patrons qui ferment les usines en France et vont en ouvrir d'autres à l'étranger, là où des gouvernements ultra-réactionnaires leur permettent de surexploiter une main d'œuvre à bon marché.»

On a parlé des luttes, celles qui durent depuis des mois comme Réhault, celles qui ont abouti comme CIP ou Desombre, celle plus récentes où les travailleuses développent des flots d'ima-

gination comme St Joseph à Gradignan près de Bordeaux.

AMBIGUITÉS ET RÉCUPÉRATION

Ces travailleurs étaient venus à Paris à la fois pour montrer leur force et leur détermination et aussi pour chercher des perspectives claires de lutte, des objectifs. Leur nombre, la vigueur des mots d'ordre en attestent. Mais, les interventions

fédérales tant CGT que CFDT, la motion et l'appel aux travailleurs lus à la fin n'ont pas répondu à l'attente. Tout le rassemblement était placé sous le signe de la victoire de la gauche en 78. Nombreux étaient les «élus» des municipalités, aussi bien les anciens que les tous nouveaux avec leurs écharpes toutes neuves, qui avaient accompagné les délégations. De la tribune, les permanents syndicaux insisteraient (habillement) sur ce fait, annonçant entre les interventions des boîtes en lutte, l'arrivée de tel maire ou de tel conseiller général de gauche qui «assurait son soutien etc... etc...»

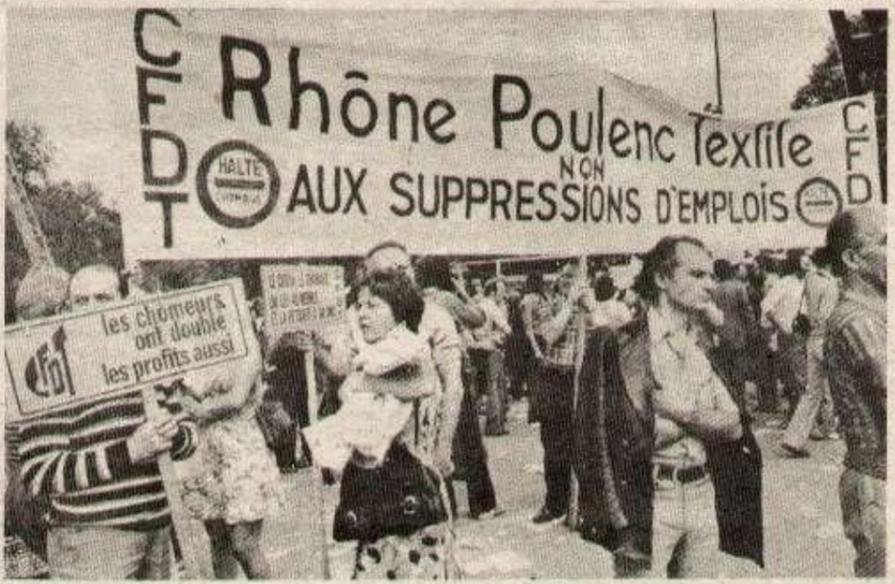
La fédération Hacutex-CFDT qui avait toujours pris quelque distance vis-à-vis du Programme Commun, s'était semble-t-il, complètement ralliée aux positions confédérales. Certes, dans l'intervention de clôture, il était bien pris soin de rappeler que «la fédération considérait que le programme commun était insuffisant sur un certain nombre de points comme les conditions de travail, la suppression du travail au rendement ou les

mesures à prendre pour que les travailleurs aient le pouvoir», mais le discours dans son ensemble était très proche de celui qui était prononcé quelques instants plus tard par le représentant de la CGT. La nécessité de «réaliser l'unité d'action pour la lutte» ne peut expliquer ce soutien, devenu quasiment inconditionnel, de la fédération Hacutex à la gauche.

En tout cas, cela n'est pas sans poser de sérieux problèmes aux travailleurs. Ceux qui étaient venus hier à Paris sont repartis sans plus de perspectives que la victoire de la gauche en 78. Il ne suffit pas de lancer un appel général à lutter. Il ne suffit pas non plus d'appeler les travailleurs à manifester le 1^{er} mai, ce qu'ils auraient fait de toute façon.

Comment construire le rapport de force immédiatement ? Quelles initiatives concrètes prendre dans la période immédiate ? Comment s'opposer aux agressions policières systématiques contre les grévistes ?... De tout cela, on n'a pas parlé hier !

Gérard PRIVAT



A Sotteville Les Rouen chez Bertol

UN COMMANDO FASCISTE ATTAQUE LE PIQUET DE GREVE

A une heure du matin, le mercredi 20 avril, à l'usine Bertol, où 300 ouvriers du textile occupent les locaux depuis une semaine pour faire aboutir leurs revendications, un commando de cadres de l'usine, tous armés de matraques, pistolets, pétards incendiaires, de gros calibres et vétus de treillis de combat ont attaqué le piquet de grève et blessé un travailleur. Celui-ci a été transporté à l'hôpital. Le commando envoyait des pétards incendiaires en direction des balles de coton stockées afin d'y mettre le feu. En réponse à ces méthodes fascistes employées par la direction, les grévistes de Bertol appe-

laient à la solidarité tous les travailleurs de l'agglomération rouennaise et à venir manifester leur soutien devant leur usine. Aujourd'hui, la situation est de plus en plus tendue. Des heurts fréquents ont lieu avec des non-grévistes que la direction manipule dans l'espoir de briser l'unité.

Les représentants des grévistes devaient être reçus par la direction mais pour se voir confirmer que le cahier revendicatif ne pourrait être discuté que dans le début de la semaine prochaine. La direction voudrait mettre à profit le week-end pour requérir les forces de police, comme le prévoit le jugement du tribunal des référés

de Rouen condamnant les travailleurs Bertol à évacuer les locaux. Les travail-

leurs de Bertol restent mobilisés !

Bureau de presse de Rouen

5 ANS DE PRISON A L'EX-PDG DE THIREAU-MOREL DU HAVRE

Le responsable de la bande frauduleuse de cette société de travaux publics et de construction, en grève où avaient été licenciés des travailleurs, se sont retrouvés dans les geôles de leur maire. Jean Lemaire, l'ex-PDG, ancien président de la chambre de commerce de l'industrie du Havre, s'est trouvé condamné à 5 ans de prison, dont 3 avec sursis sur des délits tels que : faux bilans, souscriptions fictives d'action, simulation de versements, utilisation abusive des biens de société dans sa propriété, rémunération excessive (pas pour les travailleurs) et caisse noire. La liste est longue comme est longue celle des truands qui évoluent dans les coulisses du pouvoir. Pour les organisations syndicales, il a été attribué à la CGT et CFDT du Bâtiment de la région rouennaise, 5 000 F de dommages et intérêts...

LUTTES OUVRIÈRES

Orléans : 5 usines en lutte

CONTRE LA REPRESSION
POLICIÈRE, LES TRAVAILLEURS
FONT FACE !

Depuis plusieurs semaines de nombreux débrayages et luttes se succèdent dans l'agglomération.

Il y a 8 jours se terminait la grève de John Deere (Saran), au cours de laquelle s'était largement manifesté le soutien de l'ensemble des travailleurs, particulièrement lors de l'intervention policière contre le piquet de grève.

A partir de là, des débrayages se sont produits dans d'autres usines : Unelac (de la CGE), aux Cousinets Minces ; d'autres grèves démarraient : à Chéneseau (fonderie), la Salviam (bâtiment), mais également dans le secteur commercial : hypermarché Auchan, etc.

Ce développement de l'action se nourrit d'une volonté profonde des travailleurs de soutenir systématiquement leurs luttes réciproques, et de passer à l'offensive sur leurs propres revendications : augmentation de salaires, 13^e mois, pour la sécurité, la défense et l'extension des avantages acquis (primes de transports, de panier comme pour un atelier de Renault récemment déménagé à l'autre bout de l'agglomération).

Le patronat répond par des manœuvres d'intimidation et de division, par l'intermédiaire de l'Union patronale du Loiret et le Syndicat de la Métallurgie. Il ose se prétendre victime des



Les travailleurs d'Orléans repartent à l'offensive. Ici la grève de la CEPEM en 76.

«actions irresponsables des syndicats» ; lui qui traîne les délégués des travailleurs en justice, bat le rappel des flics pour attaquer les grévistes : à John Deere, mais aussi il y a deux jours sur le chantier d'extension de la Centrale nucléaire de St Laurent (41) où quatre ouvriers ont été hospitalisés suite à la charge des gendarmes mobiles.

Aujourd'hui, ce patronat trouve même que les décisions d'expulsions des grévistes prises par le tribunal ne viennent pas assez vite, et il se fait justice lui-même, comme à Oréga.

Lundi 18 avril, les travailleurs d'Oréga, filiale de la Thomson CSF (plus de 200 personnes) décident la grève immédiate pour s'opposer à un plan de 86 licenciements pour «motif économique d'ordre conjoncturel».

Les travailleurs, dont une majorité de femmes, occupent l'entreprise et dès le mardi 19, c'est la visite d'huissier.

Le lendemain mercredi 10 H, c'est le passage de 4 délégués au tribunal et là... le juge réserve son avis jusqu'à la fin de la semaine.

Le patron d'Oréga informé de ce «retard» qui lui enlève provisoirement l'aide des

flics, fait donner une demi-heure plus tard, un commando de cadres contre le piquet de grève (forcément réduit, puisque les travailleurs sont allés soutenir leurs délégués au tribunal)... plusieurs travailleurs sont blessés.

Face à ces méthodes de gangsters, les grévistes continuent la lutte et renforcent leur organisation. Immédiatement, les grévistes de Chéneseau (fonderie) sont venus leur manifester leur soutien, ainsi que de très nombreuses boîtes.

Correspondant Orléans

Fonderie Chéneseau
(Loire et Cher)8,40 F DE L'HEURE,
CE N'ÉTAIT PLUS
POSSIBLE !
C'EST LA GREVE
ILLIMITÉE !

L'entreprise Géméné-Chéneseau à Fretval (Loire et Cher) et dont la maison-mère est à Orléans, est une fonderie employant environ 90 ouvrières. Des documents d'archives montrent que cette entreprise est de triste renommée. Au XIX^e siècle, elle venait en tête dans le Loir et Cher pour le non-respect de la loi de 18 heures relative au travail des enfants qui y sont traités comme des esclaves. Il y a quelques années, une tentative d'organisation syndicale s'est soldée par le licenciement des ouvrières qui avaient pris cette initiative (CGT). Aucune action n'avait été menée depuis à l'usine. La direction en profite. Voilà les salaires qui y sont versés : un manœuvre touche entre 1500 et 1600 francs par mois, une machiniste entre 1600 et 1700 francs, une ouvrière quant à elle, reçoit 8,40 francs de l'heure (feuille de paye de mars 77).

Une situation intolérable surtout quand on pense aux conditions de travail (nous y reviendrons prochainement).

— Le 13^e mois et une prime de vacances
— 40 heures pour tous avec compensation de salaire
— Une prime d'assiduité qui doit passer de 30 à 50 francs.

Dernièrement, la direction décidait une réduction d'horaires. Ceux-ci passaient de 42 heures 3/4 environ à 40 heures hebdomadaires sans compensation de salaire. Les ouvriers qui en ont assez de payer la crise, votent la grève à main levée, le jeudi 21 avril au matin, à l'entrée de l'usine. Ils organisent alors un piquet de grève et bloquent le portail d'entrée. L'élection d'un comité de grève se fait à main levée. On constitue un cahier de revendications.

Les travailleurs exigent :
— A travail égal, salaire égal entre les ouvriers de Fretval et ceux de la maison-mère d'Orléans. (A Orléans, un manœuvre gagne de 200 à

600 francs de plus qu'à Fretval, un machiniste de 500 F à 900 F de plus).

— Le 13^e mois et une prime de vacances

— 40 heures pour tous avec compensation de salaire

— Une prime d'assiduité qui doit passer de 30 à 50 francs.

Dans la matinée, un sous-chef arrive et à l'aide d'un rogne-boulons, fait sauter la chaîne bloquant le portail, mais c'est peine perdue : seulement 5 travailleurs rentrent au travail, dont un agent de maîtrise.

Les employés de bureaux, quant à eux, ne se sentent pas concernés (20). Ils n'ont pas à encaisser les réductions d'horaires. Le directeur arrive sur ces entrefaits, et voilà le type de propos qu'il tient aux ouvriers. «Vous êtes des petits c... les chômeurs sont payés à ne rien faire... Vos revendications, ça me rentre par une oreille et ça me ressort par l'autre...» ; suite à une demande d'entrevue, le directeur reçoit les travailleurs devant la porte accompagné de son chef-comptable.

Les menaces, les flics envoyés pour «prendre la température» n'intimident de toute façon pas les travailleurs. Le soutien populaire est organisé dès le début de l'après-midi. On collecte des fonds pour soutenir la grève : déjà plus de 100 000 francs ont été récoltés.

Les ouvriers de l'usine CIBIE (commune voisine) se sont déplacés et sont allés donner un coup de main au niveau matériel.

Un délégué CFDT de Chéneseau d'Orléans est venu au dixième jour de grève : «Si on obtient nos revendications, mais pas l'équivalence avec vous, on continue la grève» devaient dire les ouvriers.

Correspondant Fretval

Port de Dunkerque

MANOEUVRES SOURNOISES
CONTRE LES DOCKERS

Jusqu'à présent isolée, la grève des dockers commence à susciter des réactions, mais unis et forts, ils ne plient pas et plaisantent des efforts des patrons pour retourner l'opinion contre eux. Cependant comme le disent les ouvriers d'Usinor, «c'était juste si la CGT de l'usine a sorti un tract pour les dockers. Elle n'organise aucun soutien et n'explique rien».

Pour la 2^e fois, l'UL CGT juge nécessaire de publier un communiqué dans la «Voix du Nord» rappelant qu'elle soutient cette grève. Les dockers et leur syndicat sont aujourd'hui en contradiction avec la ligne qui anime la CGT. Ils ne lâchent pas et acculent Usinor, soit à céder, ce qui ouvrirait la voie à d'autres luttes, soit à résister, mais sans lock-out car mettre les milliers d'ouvriers d'Usinor Dunkerque en lock-out entraînerait la même chose pour de très nombreuses entreprises de la région.

De plus, lock-out Usinor-Dunkerque, mettrait ouvriers les ouvriers de la boîte en position de lutter avec les autres de la sidérurgie réduisant à zéro l'idée fautive : Usinor-Dunkerque n'est pas concerné par la restructuration.

Jusqu'à quand, le statu quo pourra-t-il durer ? Les dockers tiennent bon. La journée «ville morte» d'aujourd'hui qui a vu se rassembler une brochette de gros commerçants, cadres et patrons, obligeant leur personnel à les suivre semble montrer que Usinor, joue sa dernière carte en voulant monter la population contre les dockers. Là encore, c'est un échec. Nous avons demandé à Roger Gouvard secrétaire du syndicat CGT des dockers ce qu'il pense de la situation.

Roger Gouvard fait le point sur la lutte : «Usinor, c'est un chantage. Il veut instaurer sur un quai public et commercial un système privé et industriel. Il exige pour mettre 2 dockers qu'il vienne quasiment propriétaire du quai public payé par les fonds d'Etat, spécialisés dans les aciers. Les aciers viennent de toutes parts et pas seulement d'Usinor. Ils viennent un peu de toute la France. C'est une nouvelle formule de privatisation du port, pire que la 1^{re} formule, (car dans celle-ci il devait construire et payer son quai). Maintenant c'est payé par les fonds d'Etat. C'est une nouvelle formule de pillage de biens de la nation».

Pour nous, nous ne sommes pas en grève sur le problème du quai de l'acier, nous le sommes pour l'obtention de la présence de dockers sur tous les navires, y compris sur ceux accostés au quai privé d'Usinor.

L'eau, elle même, dans laquelle flotte le bateau,

n'est pas la propriété d'Usinor, c'est public. Pour le quai aux aciers qui est public, il y a l'accord de 1976 sur l'avant-port ouest sur lequel est ce quai. Même si le travail peut être fait 24 h sur 24, le docker lui, ne fait que 2 nuits et une journée de récupération».

QDP : Où en est l'état des négociations ?

Gouvard : Pour l'instant, c'est le statu quo. Ils veulent remettre les 2 débardeurs. Mais en contre partie ils exigent la privatisation du quai.

QDP : Aujourd'hui, à Dunkerque, c'est journée ville morte. Qu'est-ce que tu en penses ?

Gouvard : C'est l'initiative de la direction de la chambre de commerce dont M. Boudot est le président ; il est directeur d'Usinor, en retraite. Le président du port

autonome de Dunkerque, Lefol, est le représentant du groupe Schneider, et directeur des chantiers de France de Dunkerque.

Cette manifestation était montée de toute pièce contre les dockers. Mais malgré la volonté de certains commerçants, qui hier, ont fait paraître dans la «Voix du Nord», un communiqué demandant à Usinor de remettre les 2 débardeurs en place, Lefol a menacé Gouvard de travailler l'opinion publique.

Un jeune employé de la Sogetra est venu ce matin trouver les dockers en disant que son patron l'avait obligé d'aller à la manif porter une banderole, et s'il n'y allait pas, le patron lui aurait sucé les congés. Usinor, veut qu'on parle d'argent pour camoufler le fond du problème, le privilège d'Usinor contre le droit au travail des dockers.

Bureau de Presse de Dunkerque

LUTTES OUVRIÈRES

Nouvelles des Bouches du Rhône

Dans l'AP 13 de cette semaine

Mante-Legre : 2 100 F pour tous

Les 70 travailleurs de l'entreprise Mante-Legre (usine où l'on fabrique de l'acide tartrique) situées dans l'avenue de la Madrague Montredon, dans le 8^e arrondissement ont entamé à ce jour leur 4^e semaine de grève totale avec occupation des locaux.

Les revendications sont en 5 points :

- Pas de salaires au dessous de 2 100 F par mois.
- Un 13^e mois intégral,
- L'augmentation de la prime de congé qui n'a pas bougé depuis 2 ans.
- La cinquième semaine de congés payés.
- L'annulation de tous les licenciements, qui devraient intervenir d'ici juillet, licenciements dus à la restructuration de l'entreprise, qui entrainera la liquidation de l'entreprise sœur de la Belle de Mai.

Depuis plus de 3 semaines maintenant, les travailleurs de la Madrague ont essayé de développer une coordination de la lutte avec ceux de la Belle de Mai.

Ceux de la Madrague pensent avec raison, que c'est dès maintenant et tous ensemble qu'il faut se battre, face à une restructuration qui aggraverait le profit du patron, au détriment des travailleurs, et pour le maintien de tout le personnel de la Madrague et de la Belle de Mai, sans aucun salaires au dessous de 2 100 F.

La grève se poursuit donc à La Madrague, actuellement les négociations avec la direction en sont toujours au point mort, celle-ci ne voulant pas négocier sur les propositions des travailleurs ; mais la solidarité s'organise et dans le village de la Madrague, des collectes sont faites avec également des dons en nature etc... Dans la semaine qui vient, les travailleurs des 2 entreprises se rencontreront de nouveau, pour essayer de mettre en place une éventuelle coordination de la lutte dans le but de faire aboutir leurs revendications.

Sidmap : vers le premier mois de grève

Les travailleurs de la Sidmap (société industrielle de matière plastique) située au 278 av de la Capelette en sont à leur 22^e jour de grève (voir AP 13 n° 12)

Le mardi 12 avril, la direction et les travailleurs de la Sidmap, se retrouvaient à l'intérieur de l'usine pour amorcer des négociations.

Alors que le patron avait laissé entendre à l'inspection du travail qu'il était prêt à faire certaines concessions par rapport aux revendications des ouvriers, ce mardi 12, la direction refusait de négocier à nouveau sérieusement, et ne proposait que 80 centimes d'augmentation du taux horaire alors que les employés réclamaient 25 F d'augmentation de l'heure.

Les négociations tournent court, et l'ensemble des travailleurs décident de continuer la grève. A l'heure actuelle aucune négociation n'est prévue ; il semblerait que la direction veuille laisser pourrir le mouvement par son refus de négocier.

Éternit Caronte (Martigues) : encore les licenciements

Le vendredi 8 avril, les travailleurs d'Éternit Caronte apprennent que des mesures de licenciements allaient être mises en application dans l'usine de Martigues.

La direction explique ces mesures restrictives en invoquant :

- La mévente consécutive aux restrictions de crédit imputables au plan Barre...
 - Les contradictions dans les pays du Marché Commun dues aux désordres monétaires ainsi que la production insuffisante...
- Par ailleurs, la direction proposerait une centaine de mutations des travailleurs de Martigues dans les 9 établissements, répartis dans toute la France.

Le syndicat CGT de Caronte, ainsi que les travailleurs sont décidés à se battre pour :

- Le maintien intégral du potentiel de production de l'usine de Caronte.
- Contre tout licenciement.

Koenismaker, Fillod, Silf, CET de Moyeuve en lutte.

LES TRAVAILLEURS THIONVILLOIS REFUSENT DE PAYER LA CRISE !

«Cela fait plus de 40 jours que nous sommes en lutte et que nous occupons ; 40 jours de lutte nous font comprendre pas mal de choses : maintenant nous ne sommes pas prêts à nous faire rouler. Ainsi, on fait tout pour réussir notre journée «Portes ouvertes» ce dimanche». Ici, on est conscient que la réussite de cette journée est importante pour la victoire de SOLOCI. «Cette solidarité sera importante pour nous mais aussi pour tous les travailleurs en lutte, pour ceux qui sont prêts à y rentrer : ainsi on a

invité à notre journée, les boîtes qui se bagarrent actuellement».

Etangélisti, l'ex PDG vient de déposer le bilan de deux autres sociétés ; et il a demandé aux travailleurs de rester chez eux ! Il a, pour payer ses salariés, tiré des chèques sans provisions. Les travailleurs se trouvent sans paie depuis début mars. *«Il ne s'agit pas qu'on nous dise que c'est nous qui avons rompu notre contrat». Ainsi les travailleurs ont-ils occupé les bureaux. Après deux jours de refus, un accord a pu être signé régularisant la situation.*

FILLOD (FLORANGE)

Après l'annonce de la suppression de 77 emplois, le 14 avril, les travailleurs de Fillod, (entreprise de construction métallique) dépendant de De Wendel, entraient en lutte. A 4 heures du matin, lundi un commando de la direction forçait le piquet et démontait un certain nombre de portes. Mais aucun travailleur ne rentrait pour reprendre le travail. C'est un échec cuisant pour la direc-

tion. Dès 6 heures mercredi, les travailleurs réoccupaient l'usine *«La situation est maintenant renversée, la direction est dehors et les travailleurs dedans !»* déclarait l'intersyndicale CGT-CFDT. Pour les travailleurs et leurs représentants syndicaux CGT et CFDT, c'est clair : il n'est pas question d'accepter un seul licenciement. *«Bien sûr, avec notre grève et l'occupation, on a eu droit à des menaces, à la venue de l'huissier et les*

copains du piquet se sont fait insulter.

Mais ici la production est complètement bloquée et les chantiers extérieurs commencent à manquer de matériel. Nous dedans, la direction devra céder !» expliquent les travailleurs. Une réunion avec le patron, en présence de l'inspecteur du travail, est prévue pour aujourd'hui. Dès le début du conflit, les *«Soloci»* apportaient leur soutien et les

travailleurs de Fillod étaient invités à la journée *«portes ouvertes»* du 24.

SILF
(SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DES LAITIERS DE LA FENSCH (HAYANGE))

En septembre 1976, la direction inaugurerait une usine de concassage ultra moderne, et cela à grand renfort de publicité dans la presse locale. On parlait alors de la création de 61 emplois. Pour l'inauguration, 600 personnalités s'étaient déplacées. Un chapiteau et des dizaines de bus avaient été loués. On avait même affrété un avion spécial et un autorail. *«Ce fut une grande bouffe digne des festivités de Louis XIV».* Jusqu'à janvier 77, 29 travailleurs seulement seront embauchés. A partir de ce mois, on créa d'autres postes avec l'embauche de 15 travailleurs. Un nouveau concasseur sera fourni par la SOLLAC Hayange. Le 31 mars, la direction annonçait 12 licenciements. Ce sera la grève illimitée avec occupation. Aujourd'hui elle continue et hier un tract de la section CFDT d'Hayange a été distribué sur le marché. Une collecte de soutien a été organisée et la circulation a été bloquée de 10 heures à 11 heures. Hier encore, le bureau de la direction a été *«évacué»* *«Nous refusons les licenciements : la direction, pour le moment ne veut pas discuter mais elle devra bien céder».* déclarent les travailleurs. *«On fera peut-être comme les travailleurs de Soloci, une journée «portes ouvertes»».*

CET DE MOYEUVE

Avant hier, les 345 jeunes du CET se sont mis en grève avec le soutien des professeurs et de leurs parents à l'appel de l'inter syndicale CGT/CFDT. Dans l'après midi, ils se sont rendus à la préfecture de Metz mais sans résultat. Ils ont ensuite fait le tour des grands bureaux de Sacilor à Hayange. Une délégation a été reçue par les représentants de la direction. La lutte des jeunes des CET commencée avant les vacances de Pâques, contre la décision patronale de ne pas embaucher à la sortie des CET va s'amplifier !

Correspondant THIONVILLE.



CFEM (Gravelines)

120 LICENCIEMENTS ANNONCÉS

Débrayer est insuffisant !

La CFEM est une entreprise qui a des chantiers un peu partout en France : le Havre, Fos. Cette société construit à Gravelines des plateformes pour la recherche pétrolière en mer : des trigones et des pentagones qui sont livrés à des pays étrangers, la plupart du temps, et en particulier à la Norvège. Pour la construction des pentagones 89.90. 91 et des trigones T1 et T2, la CFEM a employé à Gravelines de nombreux ouvriers, jusqu'à 1 600 sur le site, dont beaucoup d'entreprises extérieures.

Aujourd'hui, la CFEM rejette tous ces ouvriers com-

me de vieilles chaussettes, et annonce 120 licenciements pour le début du 2^e semestre 77, aucune promotion ni augmentation pour 77. *«Face à cela, la riposte des syndicats CGT est bien molle car elle ne propose que des heures de grève perlée (1 heure le matin, 1 heure l'après midi) et surtout de nombreux ouvriers attendent plus».* Et pourtant *«jusqu'à présent, on s'est toujours fait avoir sur les déplacements, sur les salaires. Aujourd'hui, les trigones sont presque finis. Le seul moyen de faire pression sur la direction, c'est de tout bloquer, et d'empêcher que quelqu'un ne rentre !».*

Les ouvriers de la CFEM vont-ils engager résolument la lutte ?

C'est ce qui est l'enjeu de la discussion aujourd'hui.

Correspondant Gravelines

TROIS OUVRIERS TUÉS DANS UNE CARRIÈRE A AUBUSSON

Dans une carrière à Aubusson, trois ouvriers sont morts tués par une mine qui aurait explosé en retard.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

50^e jour de grève de la faim pour Mireille Bressolles

LICENCIÉE PARCE QU'ELLE SE VOULAIT AU SERVICE DES MALADES

Judi matin encore, les membres du comité de soutien à Mireille Bressolles, diffusaient des tracts expliquant la lutte aux portes des usines d'Auxerre. Une réunion samedi doit décider des nouvelles mesures à prendre pour les jours qui viennent. La lutte pour la réintégration à sa qualification de 1972 de Mireille Bressolles déléguée CGT licenciée pour «insolence vis à vis des chefs» est à un tournant décisif.

Amalgamée de 20 kgs, Mireille le dit elle-même : «Je suis décidée à poursuivre jusqu'au bout car je sais que je suis en position de force. L'administration, ceux qui se prévalent d'être nos élus, les Soisson et Cie vont devoir trancher face à l'opinion publique».

Aux calomnies de l'administration hospitalière et de Soisson, succèdent aujourd'hui l'embarras et le silence. Plusieurs syndicats CGT, hospitaliers et équipement, passant outre le silence de leur UD, se joignent à la CFDT pour soutenir Mireille. Le PCF a été obligé de revenir un peu sur sa position. Après une indifférence complète, il demande aujourd'hui une solution «humaine» et pour cela, propose une médiation avec

Soisson en vue d'un reclassement. Ce n'est pas un reclassement que Mireille demande; encore moins qu'on lui fasse l'aumône. Si au début de cette année, elle a de nouveau réengagé la lutte, c'est pour que le silence ne tombe pas sur les motifs de son licenciement.

LICENCIÉE POUR MAUVAIS CARACTÈRE

C'est d'ailleurs précisément

sous prétexte de ce «mauvais caractère» qu'elle a été licenciée en 72 à l'âge de 40 ans. Jusqu'à cette date, elle dirigeait le centre de transfusion sanguine d'Auxerre.

Avec l'arrivée d'un nouveau chef de service, de nouveaux règlements concernant les heures supplémentaires sont mis en place. Au lieu de faire rattrapper des heures supplémentaires par des heures de congé, la direction décide désormais d'accroître les journées de travail. A cela, les hospitaliers répondent par la menace d'une grève, et Mireille, suivant les consignes de son syndicat CGT demande à la direction d'embaucher du personnel supplémentaire. C'est ce qui va motiver son passage devant le conseil de discipline. Et depuis, que ce soit devant le tribunal auprès duquel elle a fait appel en 73 ou devant le conseil d'Etat, sa suspension accompagnée d'une rétroaction de son grade d'agent principal sera à chaque fois confirmée. Ces cinq années de bataille juridique en vain, de multiples pressions de l'administration qui a essayé de la faire passer pour «caractérielle» ont forgé chez elle un courage que ses 48 jours de grève de la faim n'ont pas entamé.

SERVIR LES MALADES

«Si je continue aujourd'hui à lutter, dit-elle, c'est parce que ce «mauvais caractère» qu'on me reproche, est fondé sur la volonté de servir les malades». Et elle en donne des exemples. «On m'a reproché de ne pas suivre les consignes administratives parce que je faisais passer des accidentés du travail en salle de soins, avant d'avoir fait remplir les formulaires d'admission! Quand un ouvrier avait la

main broyée, moi je lui faisais faire les papiers après. Eh bien, voilà ce qu'on appelle une faute professionnelle!» Une chose encore, «deux malades étaient décédés la veille à l'hôpital, le flacon ayant servi à leur transfusion était au laboratoire pour analyses car on le suspectait d'être la cause de cet «accident». Il fallut plus de deux jours pour connaître le résultat des analyses et pourtant, ce sang restait en circulation. On a ri lorsque j'ai demandé à ce qu'il soit retiré. Qu'auriez-vous fait à ma place? Moi, j'ai le sens de la responsabilité, plutôt que de prendre des risques, j'ai cassé le flacon devant ces messieurs, et il s'est avéré par la suite que le sang en question était dangereux!»

LUTTER CONTRE LA MÉDECINE DU PROFIT

Finalement, le tort de Mireille Bressolles, c'est d'avoir devant le mandarinat, opposé sa propre conception de la médecine dans un secteur où les accidents du type de celui qu'elle décrit, se sont produits à plusieurs reprises, l'année dernière. Et c'est précisément parce qu'elle met en cause, aujourd'hui, la médecine capitaliste, qu'il faut aujourd'hui la soutenir, et continuer à s'opposer aux tentatives de dénaturation du combat des hospitaliers contre la médecine du profit. C'est un soutien massif des sections syndicales hospitalières, mais aussi de tous les travailleurs dont a besoin Mireille.

Ecrivez-lui :
Comité de Soutien
Eglise des Brichères
89 000 Auxerre

Corr. Auxerre

Officier de CRS suspendu

Pour «comportement incompatible avec les devoirs de sa fonction» l'officier de CRS Daniel Rude a été suspendu de ses fonctions par le nouveau ministre de l'Intérieur Christian Bonnet. Il est secrétaire général CRS du Syndicat des Commandants et officiers de police, rattaché à la CGC.

Il lui est reproché son opposition à la réforme des structures de police décidée par Poniowski, réforme qui donnerait aux CRS la qualité d'O.P.J. Ceci confirme que Bonnet est décidé à appliquer cette réforme contre laquelle protestent plusieurs Syndicats de policiers, dans la mesure où elle permettra aux commandants de CRS de décider de leur intervention.

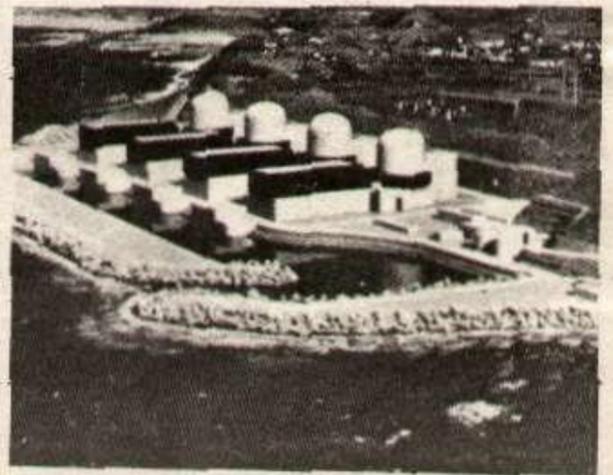
Plusieurs syndicats de policiers et le Syndicat de la Magistrature ont protesté contre la suspension de l'officier de CRS Daniel Rude.

• A la prison de la Santé à Paris, un détenu tunisien a tenté de se suicider en avalant de l'eau de javel. La direction a tergiversé, alors qu'il était dans

un état très grave, avant d'autoriser son transport à l'hôpital Fernand Vidal spécialisé dans les empoisonnements.

Nucléaire

EDF INQUIÈTE



Maquette de la centrale nucléaire de Flamanville

Une journée anti-nucléaire aura lieu aujourd'hui, des manifestations auront lieu notamment à Nogent sur Seine et à Versailles. D'autres manifestations se préparent pour les prochaines semaines ou les prochains mois. Il y aura un rassemblement au Pellerin près de Nantes le 8 mai contre l'installation d'une centrale dans cette localité. Le 30 juillet, un rassemblement est prévu à Creys-Malville. En Alsace, les comités anti-nucléaires restent mobilisés pour obtenir l'arrêt de Fessenheim, la première centrale à eau légère en service et contre l'installation d'une autre centrale.

A Flamanville, deux associations, le CREPAN (Comité régional d'études, de protection et d'aménagement de la nature) et le CRILAN (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire) ont demandé en référé l'arrêt du projet de Flamanville, la décision du tribunal devait être connue hier soir.

Pratiquement partout où l'EDF veut implanter des centrales, elle se heurte à l'opposition des habitants. Cette situation inquiète sérieusement la direction d'EDF. Dans une conférence de presse du 22 mars, Boiteux, PDG d'EDF, déclarait à propos de Fessenheim : «Le retard est d'une vingtaine de mois» et il ajoutait : «La mise en service de quelques tranches suivantes devrait connaître des retards moindres... Mais de nouvelles causes de retard apparaissent aujourd'hui pour les tranches du deuxième contrat pluri-an-

nuel; elles tiennent au décalage des ordres d'exécution, décidé pour des raisons financières; elles tiennent aussi à l'allongement des procédures d'obtention des sites, qui ne permettent plus d'engager en temps utile les travaux préliminaires de terrassement et d'aménagement des accès indispensables à l'ouverture à bonne date des chantiers de construction.» Et Boiteux terminait sur un appel au gouvernement à prendre les moyens nécessaires à la réalisation du programme électro-nucléaire. Pour obtenir une décision rapide, le PDG d'EDF noircit le tableau en laissant planer la menace d'une pénurie d'électricité dans six ans.

Actuellement, 21 tranches nucléaires de 900 à 1300 MW sont en construction. Leur mise en service selon les meilleures prévisions devrait s'échelonner de 1977 (Fessenheim 2, Bugey 2) à 1982 (Paluel, près de Tréport)... En 1978, EDF doit commencer les mises en construction de Flamanville, Cruas 3 et 4, Cattenom 2 et Nogent sur Seine.

La centrale nucléaire de Flamanville dans la Manche sera refroidie par la mer. La falaise, magnifique à cet endroit doit être massacrée et éboulée sur la mer pour installer la plate-forme où s'élèvera la centrale. Celle-ci sera équipée de quatre tranches de 1300 MW, la mise en service de la première tranche est prévue théoriquement pour 1983-1984. Mais, même l'EDF commence à douter que ce programme puisse être tenu dans ces délais.

S.L.

MISSION D'ÉTUDE DE LA POLICE FRANÇAISE EN ESPAGNE : DES BALLES EN CAOUTCHOUC CONTRE LES MANIFESTATIONS ?

Le dernier bulletin du Syndicat des commandants et officiers, rattaché à la CGT, révèle qu'une mission technique du bureau d'équipement de la sécurité publique s'est rendue en Espagne en mission d'étude. Au programme de cette mission : l'étude des fusils lanceurs de balles en caoutchouc qui équipe la police fasciste espagnole, arme meurtrière qui a déjà fait plusieurs victimes parmi des manifestants. Ce fait est effectivement scandaleux et confirme que l'Europe policière est en bonne voie, sur tous les plans, et le renforcement de l'arsenal policier.

Mais ce qui est également scandaleux c'est le commentaire que fait de cette visite le syndicat des commandants et officiers de la police nationale rattaché à la CGT.

Celui-ci en effet déclare qu'il n'était pas nécessaire de se rendre en Espagne, une séquence télévisée aurait suffi à démontrer l'inefficacité pour le maintien de l'ordre de cette arme. Le syndicat CGT des officiers de police ajoute que la police espagnole découvre enfin «des manifestations d'opposition et les moyens d'y faire face sans excès». Les manifestants espagnols de ces dernières semaines ne s'en sont certainement pas rendu compte de cette absence d'excès de la police. Au moins cela nous renseigne sur la façon dont la police démocratique de la gauche au pouvoir fera face «sans excès» aux manifestations.

GRÂCE A LA MOBILISATION DES HABITANTS, LES SAISIES SONT EMPÊCHÉES

Mercrédì à 9 h., à Ousse-des-Bois, le ghetto, la cité dortoir, où l'on parque les travailleurs immigrés (50%), le point noir de la municipalité PS, un huissier avait l'intention de saisir un chômeur immigré.

A peine est-il arrivé, accompagné de 2 flics, d'un serrurier, et de déménageurs, que les militants de l'association des locataires ont alerté les habitants.

Plusieurs personnes en quelques minutes se sont massées devant la porte pour empêcher la saisie. L'huissier et les flics ont alors tenu des propos racistes. Mais ils ont du déguerpir, fous de rage de ne pouvoir rien emporter, sous la ruée des locataires, révoltés par cette tentative d'expulsion d'un chômeur immigré. Depuis le mois de janvier, les locataires refusent patiemment, de payer l'augmentation des loyers de 6,5%.

Correspondant Pau

NOTRE NUMÉRO :

636.73.76.



INTERNATIONAL

Afrique du sud

DOCUMENT

LE MASSACRE DE NOËL A NYANGA

Noël 1976 : les agences de presse annoncent des affrontements entre les Africains (immigrés et résidents) à Nyanga, ghetto proche du Cap. Il y a des dizaines de morts. La censure totale sur les événements, l'interdiction faite aux journalistes d'enquêter sur place empêche d'en savoir plus. Aujourd'hui, des témoignages nous sont parvenus des églises de Langa Guguletu et Nyanga (ghettos africains). Ces témoignages démontrent, comme dans les cas précédents, la responsabilité de la police raciste.

«Nous avons reçu des témoignages directs, véritables et nombreux concernant les événements du week-end de Noël à Nyanga. Les faits suivants en ressortent :

— C'est la police qui a rendu possible les meurtres et les incendies et, si elle l'avait choisi, elle aurait pu éviter tout affrontement sérieux.

— La police, ou une section spéciale a encouragé certains immigrés à attaquer.

— On a fait croire à certains immigrés qu'on les empêcherait d'aller travailler.

— On leur a dit de s'armer en prévision d'une attaque, alors qu'il n'en était pas question.

— La police a assisté aux attaques, en tirant sur les résidents et en les empêchant de protéger leurs familles et leurs maisons.

— Des cocktails Molotov ont été utilisés : c'est la police qui a montré comment les fabriquer et les utiliser.

Témoignages

LA POLICE TIRE SUR DES GENS QUI VOULAIENT SAUVER Mr. D. DE NYANGA

«Quand on entendit dire que nous étions attaqués, nous sommes descendus dans la rue pour protéger notre quartier, à temps pour voir M. D. essayant d'échapper à un groupe d'immigrés. Comme nous venions à son secours, une brigade de police nous tira dessus et nous arrêta. Mr. D. reçut un coup de hache sur la tête. J'ai parlé à la police et je leur ai demandé pourquoi ils laissaient massacrer quelqu'un comme ça. Ils ne m'ont rien répondu sauf «Rentre chez toi!». La police encourage la violence ! Mr. D. n'aurait jamais été blessé et presque tué si la police ne nous avait pas tiré dessus».

LA POLICE FORCE UN HOMME A SE JOINDRE A UN COMMANDO

«Tard le soir, le 26 décembre, la police vint chez moi avec un groupe d'hommes. J'étais au lit, mais pas encore endormi. Mes enfants étaient couchés. La police m'a demandé si j'étais du côté des immigrés ou des résidents et elle m'a dit que si j'étais du côté des immigrés j'aurais la vie sauve, parce que eux, la police, aidaient les immigrés parce qu'ils étaient peu nombreux et avaient été provoqués. Alors, il fallait que j'aille avec eux, sinon ils me tuaient tout de suite, ma famille et moi. Je n'avais pas d'autre choix que d'aller avec eux. Mais un peu après, j'ai essayé de m'échapper. Je n'ai pas eu de chance, car la police m'a tiré dessus et j'ai été blessé. Mais j'ai été assez heureux de sauver ma vie et celle de mes enfants».

LA POLICE FAIT ENTRER UN COMMANDO CHEZ QUELQU'UN POUR LE TUER

Madame B. : «La nuit du 26 décembre, je faisais la vaisselle dans la cuisine et mon mari lisait le journal, quand on a entendu frapper à la porte. Mon mari a ouvert. C'était la police qui a fait entrer un commando qui a battu mon mari jusqu'à ce qu'il soit à moitié mort. Un policier me dit : «tu as de la chance qu'il n'en soit pas mort». Mais quelques minutes après, il décédait d'un traumatisme crânien».

«Il devrait ressortir de ces témoignages que ce ne sont ni les immigrés ni les résidents qui sont à l'initiative des affrontements de Noël. Toute la communauté africaine a été atterrée. Ce n'est pas le but de ce rapport d'analyser dans le détail certaines tensions dans la communauté africaine. Cela embrouillerait le fait principal : nous répétons : le facteur principal a été le rôle joué par la police en encourageant des groupes à la violence et en rendant possible une situation d'anarchie et de massacres pendant ces jours terribles.

Nous publions ce rapport parce que, à part quelques lignes dans la presse, rien n'avait été révélé. Nous lançons un appel à ceux qui nous lisent pour qu'ils ne croient pas que nous affirmons des choses mal fondées. Nous ne publions pas cela à la légère... Nous avons fait ce rapport pour la cause de la vérité et de la paix».

Les prêtres des églises épiscopale, catholique, méthodiste, presbytérienne, etc...

Le Cap, janvier 1977

Pham Vandong

LES «DIFFICULTÉS SONT ÉNORMES MAIS NOUS SOMMES EN TRAIN DE LES SURMONTER GRÂCE AUX EFFORTS DE NOTRE PEUPLE TOUT ENTIER»

Dans une interview, recueillie par le Monde, le camarade Pham Vandong, chef du gouvernement de la République Socialiste du Vietnam qui doit se rendre lundi en visite officielle à Paris, a eu l'occasion de

répondre à un certain nombre de calomnies dirigées contre le Vietnam nouveau. Il a également donné des précisions sur les problèmes actuels de l'édification socialiste. Nous en livrons ici quelques extraits.

SUR LA CAMPAGNE ANTI-VIETNAMIENNE

«La campagne actuelle est déclenchée par des gens qui, contre l'évidence même ne veulent pas admettre certaines choses : notre victoire au printemps 1975, la réunification du Vietnam faite tambour battant, tout un peuple qui marche avec détermination dans la voie du socialisme. Ce sont en quelque sorte, des combats d'arrière-garde après une bataille perdue et dans une situation irréversible.

peuple. Le bureaucratisme est l'ennemi du socialisme. Le socialisme doit être l'œuvre du peuple. Pour cela, il faut instituer le pouvoir du peuple, pour le peuple et par le peuple sous la direction de la classe ouvrière. C'est ce que nous appelons le droit de maîtrise collective dans notre société socialiste.

Ainsi, lutter contre le bureaucratisme, c'est justement lutter pour aplanir tous les obstacles qui entravent l'exercice réel du pouvoir par le peuple à tous les niveaux, de la base au sommet des structures de l'Etat».

différentes régions du pays. Nous pensons ainsi dès le début éviter les disproportions monstrueuses qu'on voit dans certains pays industriels du monde occidental. C'est aussi le moyen le plus efficace et le plus pratique d'assurer le développement harmonieux et proportionnel de l'industrie et de l'agriculture, de la ville et de la campagne, d'éviter en même temps la pollution et les perturbations écologiques, de procéder à l'im-

plantation méthodique des zones d'habitation propres à offrir à la population une vie sans cesse améliorée à tous les points de vue.

«Une entreprise de cette envergure nécessite la participation consciente et volontaire du peuple vietnamien tout entier. C'est la même participation consciente et volontaire qui a fait de notre guerre de résistance une guerre populaire sûre de la victoire».

SUR LES CENTRES DE RÉÉDUCATION

«Ces centres sont à proprement parler des centres de réhabilitation destinés à offrir à un certain nombre d'officiers et de cadres supérieurs de l'ancien régime, la chance de prendre conscience de leur nouvelle situation en rapport avec la situation du pays, de se faire une vie nouvelle dans leur famille, au sein de leur peuple».

«Si l'on parle des droits de l'homme dans le sens profond et authentique du terme, je pense que notre politique de générosité et de clémence, telle que je l'ai définie, constitue un témoignage sans précédent dans l'histoire des guerres, du respect des droits de l'homme en honneur dans notre pays. C'est d'ailleurs l'opinion de nombreux observateurs étrangers».

SUR LA LUTTE CONTRE LE BUREAUCRATISME

«D'importants progrès ont été obtenus contre le bureaucratisme, et cela grâce à la participation active du

SUR LA CONTRADICTION VILLES-CAMPAGNES ET LES DÉPLACEMENTS DE POPULATION

«Vous savez qu'en raison de la politique «d'urbanisation forcée» et des «zones de tuerie libre» bien connues pendant la guerre, nous avons à faire face actuellement à des problèmes complexes et urgents de décongestionnement démographique dans les villes du Sud et de remise en valeur des «zones blanches» dans les régions rurales. Mais, au-delà de ces problèmes d'après-guerre... c'est celui de la répartition la plus rationnelle possible des forces productives à l'échelle du pays tout entier : forces humaines et forces matérielles, les deux étant d'ailleurs étroitement liées.

...Il s'agit maintenant de concevoir et d'élaborer cette planification de la manière la plus rationnelle à partir des objectifs du plan quinquennal et en fonction des besoins et possibilités des

SOARES CHERCHE 1 MILLIARD ET DEMI DE DOLLARS AUX U.S.A.

Mario Soares cherche encore des subsides. Dans une conférence de presse qu'il a donnée à New-York où il est actuellement en voyage, il a confirmé qu'il avait sollicité des prêts importants, pour un montant global de 1,5 milliards de dollars auprès de divers pays, dans le but d'équilibrer la balance de paiements du Portugal. Soares a indiqué à cet égard : «Nous sommes actuellement en train de discuter de cette aide avec les Etats-Unis d'une manière très concrète. Naturellement, les Etats-Unis ne peuvent nous aider seuls. Les nations européennes en particulier peuvent aussi contribuer».

Il a précisé que selon lui, le taux d'inflation au Portugal était de 20% et que, sur la base du plan d'austérité, il comptait réduire le déficit de la balance des paiements de 1,1 milliard de dollars à 700 millions de dollars.

D'autre part, le parti socialiste vient de prendre parti pour la division syndicale et s'est engagé dans un processus de construction d'une centrale syndicale autonome de la Confédération Générale des Travailleurs Portugais, dirigée par les révisionnistes.

Après s'être nettement démarqué du PCP, avoir lancé la répression contre les militaires progressistes, et mis en marche son plan d'austérité, Soares se tourne maintenant vers les impérialistes et en premier lieu les USA pour obtenir l'aide économique nécessaire à la stabilisation de la situation au Portugal.

Naturellement, cette aide, qui accroît encore la dépendance du Portugal n'est pas désintéressée.

A une question posée sur la base US des Açores, Soares a répondu qu'elle ne posait aucun problème.

F. F.

Carter prévoit des livraisons d'armes à la Turquie

Carter a promis une aide militaire de 200 millions de dollars à la Turquie pour l'année en cours. Il applique ainsi dans les faits l'accord signé par Kissinger qui prévoyait la réouverture des 25 bases américaines en Turquie en échange des aides de un milliard de dollars réparties sur cinq années. Cependant bien qu'appliqué dans sa forme, il n'est toujours pas ratifié par le Congrès et il ne semble pas que le Président prévoie de le présenter aux députés.

Les livraisons seront constituées notamment par des avions F 4.

18 avions F4 pour la Grèce

Au moment même où l'aide militaire à la Turquie était annoncée, la plus importante vente d'armes effectuée depuis, l'investissement de Carter était annoncé en faveur de la Grèce : il s'agit de 18 avions F4 d'une valeur de 161 millions de dollars.



Fin du sommet franco-africain : succès fragile

GISCARD VEUT MAINTENIR SON EMPIRE

Le sommet franco-africain s'est achevé jeudi soir à Dakar, Giscard a tenu une conférence de presse où il a notamment affirmé que le gouvernement français était prêt à intervenir en Afrique en application des accords de défense. Les résultats de ce sommet restent cependant largement imprécis quant à leur portée réelle.

L'INTERVENTION AU ZAIRE N'A PAS RÉDUIT LE NOMBRE DES PARTICIPANTS

Les mêmes pays à un niveau équivalent de celui du sommet de Paris ont participé aux travaux, et sans que soit amorcée une discussion de fond contestant l'intervention française. Le communiqué final de la conférence de Dakar insiste sur la volonté des pays africains «d'empêcher les immixtions étrangères d'où qu'elles viennent». La réalité de l'intervention soviétique et la menace qu'elle fait peser sur l'Afrique pose pour tous les pays africains la nécessité d'y trouver une riposte.

La constitution d'une force commune sous l'égide de Giscard, dont l'idée a été agitée dans les couloirs pour faire face à ces «immixtions étrangères» n'a pas même été évoquée officiellement. Par contre, les six pays de la Communauté de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Niger et Haute-Volta) doivent discuter en juin prochain la mise à point d'un accord de défense commune.

Les conséquences de la situation au Zaïre ont quelque peu occulté le débat sur la question de la «coopération». Des critiques acerbes

contre l'aide française ont été formulées par de nombreux pays africains. Et notamment les résultats de cette conférence peuvent masquer la lenteur avec laquelle les choses se font dans la coopération franco-africaine. Ainsi le fonds de solidarité africain créé lors de la précédente réunion n'est pas encore «opérationnel».

L'adhésion de la Guinée Bissau, du Cap Vert et des Seychelles à ce fonds a cependant été enregistrée.

LE BLUFF DE L'EURAFRIQUE

Le succès relatif de la conférence, où n'ont été remis en cause aucun des aspects de la politique impérialiste française en Afrique, laisse à Giscard le champ libre de s'affirmer en Europe et même devant les États Unis comme le seul impérialiste ayant une véritable influence sur toute une partie du continent. Mais s'adressant aux Africains, il habille les choses d'une autre manière. «En dehors de notre continent se sont constituées les super puissances... Si nous voulons préserver notre identité nous devons éviter nous européens, et Africains d'être englobés dans l'environnement de ces super puissances... Nous devons unir nos destins».

Ce discours qui propose une unité Europe-Afrique, contre les super puissances ne trouve que très peu d'écho en Afrique. Singulier représentant de l'Europe

dont aucun pays d'Europe ne reconnaît la légitimité ! Et, pour une large mesure, le discours de Giscard sert de masque à une réalité autre. «La France s'intéresse particulièrement aux richesses naturelles du Zaïre» affirme le ministre belge des affaires étrangères. «Et la Belgique ressent cela comme une rivalité internationale». Pour l'essentiel, Giscard ne représente que lui-même et pas l'Europe.

QUELLE INDÉPENDANCE ?

Quant à l'indépendance à l'égard des États Unis, l'attitude générale de Giscard, la rend bien fragile : les abandons dans tous les domaines où il a été confronté aux USA jusqu'à présent d'une

part, l'entente qui existe avec les États Unis d'autre part pour sauvegarder l'Afrique du Sud notamment font que si Giscard défend les chasses gardées de l'impérialisme français en Afrique, il combine son action avec les USA pour maintenir les pays et les peuples africains sous la dépendance occidentale. C'est la seule alternative qu'il offre aux pays africains face à la tentative soviétique.

Le resserrement des liens entre l'impérialisme français et les pays africains devrait faire l'objet de discussions préparatoires au prochain sommet de 1978 qui doit se tenir à Paris.

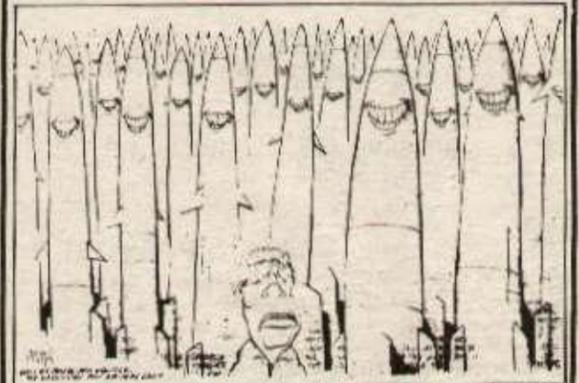
Grégoire CARRAT

DUBLIN : VICTOIRE POUR LES GRÉVISTES DE LA FAIM

Les républicains membres du Sinn Fein provisoire qui en étaient à leur 46^e jour de grève de la faim ont cessé leur action ayant obtenu satisfaction sur de nombreux points que l'on ne connaît pas encore. Les négociations entre eux et le gouvernement ont été menées par le cardinal Katanagh et M. Mullen, secrétaire général de l'Igt&wu, syndicat général des transports.

RÉUNION DU GROUPE DE BILDERBERG

Kissinger, Schmidt, Guichard, Agnelli, Fraga (réactionnaire espagnol), Luns le secrétaire général de l'OTAN telle sont quelques unes des personnalités qui se rencontrent ce week end, dans le cadre de la réunion du groupe de Bilderberg sur le thème de l'avenir de l'occident. Ce club américain européen créé il y a vingt ans est maintenant doublé de la Triatérale de Carter. Mais le but est le même, définir la politique commune atlantique sous direction américaine.



Carter et ses missiles : accords Salt ou non, de plus en plus d'armes nucléaires.

Négociations Salt : contacts soviéto américains

«J'ai le sentiment que nous parviendrons à une base d'accord» a déclaré le responsable américain pour les négociations Salt devant le congrès américain. Il participe depuis maintenant quinze jours aux contacts «privés» qui se poursuivent entre l'ambassadeur soviétique à Washington, Dobrynine et Cyrus Vance, le secrétaire d'État aux affaires étrangères.

«Nous avons pour but de débiter des négociations efficaces à Genève pour aboutir à un accord Salt pour Octobre», a précisé le négociateur américain. L'intensité même des discussions américano-soviétiques indique que les négociations Salt sont au cœur des relations entre les deux super puissances aujourd'hui.

Des cruise soviétiques

Selon le journal de l'armée soviétique, l'Etoile Rouge, l'URSS est en mesure de développer à tout moment et sur n'importe quelle échelle des Missiles Cruise semblable à celui des Américains. Ils y auraient renoncé parce que cela coûte très cher. Cette possibilité va sans doute agir comme un moyen de chantage sur les Américains pour qu'ils acceptent de réduire leur propre programme, sous peine de voir les Soviétiques en développer un plus puissant.

Tchécoslovaquie : répression accrue

Le procureur général Jaroslav Krupauer a annoncé que «toutes les sections de ses services vont contribuer à créer une atmosphère implacable contre la délinquance dans tous les domaines de la vie sociale et renforceront la répression contre les récidivistes, les parasites et les éléments criminels». «Il n'y a aucun droit dans notre pays et aucune liberté pour la propagande antisocialiste et les activités contre l'État», a-t-il ajouté. Les collabos organisent donc une véritable mobilisation générale pour taper sur l'opposition d'une part et pour s'attaquer à la classe ouvrière d'autre part, en pourchassant les absentéistes notamment, une des formes les plus courantes de la résistance passive.

● Carter a déclaré vendredi qu'il était franchement défavorable à la livraison par les USA de tanks au Zaïre. Cette prise de positions intervient après que Carter ait fait accélérer les livraisons d'armes déjà commandées pour 77.

CONTRE OFFENSIVE

Selon les informations de Kinshasa, la ville Mutsha Tsha, contrôlée par les gendarmes katangais est complètement encerclée. Mobutu a donné l'ordre de lancer une contre offensive générale.

Les principaux renforts parvenus sur le terrain ces jours derniers sont des combattants recrutés parmi les pygmées et équipés d'arcs et de flèches empoisonnées pour mener la contre guérilla aux gendarmes katangais.

COCA COLA ET MOBUTU

L'avion gros porteur C 130 que les USA doivent envoyer à Mobutu devrait bientôt quitter les USA chargé de Coca Cola. 16 000 caisses pour une valeur de 60 000 dollars ont été commandés par le Zaïre pour donner à boire aux soldats. Le porte parole de la Maison Blanche a dit que les USA avaient refusé de les délivrer sur le compte de l'aide au Zaïre !

Zaïre

LES LIENS ENTRE LE ZAIRE ET L'URSS SONT ROMPUS

Mobutu a décidé de rompre les seuls liens qui restaient avec l'URSS ; les accords sur l'information et les accords pour les bourses d'étude ont été résiliés.

Les liens entre l'URSS et le Zaïre n'ont jamais été très développés. Aucune relation diplomatique n'existait entre 1965 et 1968. Au cours des années 1972-1974, de nombreux contacts avaient été pris. Des délégations soviétiques venaient au Zaïre, des responsables gouvernementaux zairois se sont rendus en URSS. Mobutu, invité à se rendre à Moscou en 1974, renoncera sans explication officielle. En 1975, l'intervention soviétique en

Angola et l'appui donné par le Zaïre au FNLA, dont les troupes combattent le MPLA rompent tout contact officiel. L'Union Soviétique envoie une note diplomatique menaçante au Zaïre, qui la rejette.

Après le début des opérations dans la province de Shaba, le Zaïre rompt ses relations diplomatiques avec Cuba. L'Union Soviétique annule de son côté l'ouverture de la liaison aérienne directe Moscou-Kinshasa, qui avait été décidée en 1974 et qui devait devenir effective au début du mois d'avril. Maintenant que Mobutu a décidé de rompre les accords sur l'éducation, qui

portaient sur l'attribution de 14 bourses annuelles à des étudiants zairois pour qu'ils fréquentent des universités soviétiques, et les accords sur l'information. Presque tous les liens entre l'URSS et le Zaïre sont rompus, en dehors de l'ambassade soviétique à Kinshasa.

Les interventions soviétiques, les pressions exercées par elle, tant en 1975 qu'en 1977 sont en même temps un démenti cinglant des affirmations selon lesquelles l'URSS n'est pour rien dans la situation ; pourquoi sinon interviendrait-elle si directement pour menacer le Zaïre ?

Italie

LA POLICE AUTORISÉE A TIRER APRES LA MORT D'UN POLICIER

Une manifestation convoquée jeudi par les étudiants de l'Université de Rome contre le vote de la réforme Malfatti a donné lieu à des affrontements extrêmement violents avec la police. Un policier a été tué par balles. Le ministre de l'intérieur, a interdit toutes les manifestations jusqu'au 31 mai il a demandé aux policiers de considérer toute manifestation comme «une agression armée contre l'État» et les a autorisés à faire usage de leurs armes à feu. L'université a été fermée «pour une durée indéterminée».

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

81^e épisode

— Tiens ! dit Catillon, prends ça !

Il vit dans la lorgnette les hommes ramasser le sous-officier mort et disparaître rapidement au détour du sentier, pressés de sortir de cet enfer.

En rampant, Catillon passa en revue ses camarades. Il se penchait sur chaque cœur, plaçait ses lèvres humides devant leurs narines, pour recueillir un souffle possible. Deux respiraient encore, tous les deux blessés au ventre. Catillon haussa les épaules et descendit en se traînant vers le corps de Vieljeu, brûlé, étripé, méconnaissable. Catillon jeta sur lui son paletot, puis il alla se tailler dans les bois des attelles et deux cannes. Debout, tirant péniblement derrière lui sa jambe, il prit à son tour le sentier. Sachant que les Allemands ne reviendraient plus sur leurs pas, il espérait trouver une ferme où l'on pourrait le soigner.

Passant dans la gorge, il regarda avec tristesse la jument morte du capitaine allemand. Les hommes avaient de la chance, eux, qui ne mouraient pas d'une patte cassée.

Ce jour-là, le 9 août 1944, les blindés du général Paton délivrèrent Le Mans.

Six jours plus tard, le 15 août 1944, les Alliés débarquèrent dans le Midi de la France.

Essoufflé par sa course, Etienne s'assit sur une souche et ferma les yeux. Pieds nus, il frota de la paume un ongle blessé contre une pierre. Il sortit de sa poche une croûte de pain et un oignon qu'il mordit à pleines dents, retenant sa respiration. Il portait sa chemise roulée autour de la taille, et son torse était rayé, çà et là, par les déchirures des ronces.

Il pensait à Henri IV. Au fond, il devait lui ressembler : pieds et torse nus, courant dans la montagne, mangeant des oignons, et la guerre par-dessus le marché.

Etienne jeta un coup d'œil sur la vallée. Les Allemands, qui campaient toujours là, à Chabottes, semblaient en deux semaines s'être enracinés dans le paysage. On les voyait moins. On y pensait moins. Etienne, lorsqu'il sortait des bois, rampait tout naturellement dans les prés, pour éviter les guetteurs ennemis ; la guerre devenait un réflexe.

Le pain mangé, il essuya ses mains sur sa culotte et repartit en courant. Il venait d'apprendre une grande nouvelle chez les Martin : le débarquement des Alliés dans le Midi. Comme la Mémé Catillon n'avait pas la radio, peu de chances que la famille le sache déjà. Il serait le premier à l'annoncer.

Dans la cour de la ferme, Médor aboya. Bête de chien ! Il ne s'habituerait donc jamais ? Etienne sauta de gauche et de droite pour éviter la boue et le purin. A pieds joints, il bondit dans la salle, criant :

— Devinez la nouvelle !

Devant lui se trouvait une jeune femme, dont les cheveux noirs se confondaient à la demi-obscurité de la pièce. Etienne lui sourit, gêné. Il s'appretait à renouveler la question, plus doucement, lorsqu'il remarqua sa mère, debout contre la table, sur laquelle elle s'appuyait d'une main. Elle le regardait avec une intensité gênante. La Mémé, assise dans un coin, hochait la tête, comme un pendule. Hélène se décida à parler... Sa voix s'étranglait. Elle murmura des lèvres :

— Etienne !

— Oui !

— Viens ici, j'ai quelque chose à te dire !

Les genoux d'Etienne se mirent à trembler, à se cogner. Il fit les quelques pas qui le séparaient de sa mère sans la regarder. Il attendit.

— Je ne sais pas comment te le dire, Etienne. Ton père, eh bien ! il a été blessé.

— C'est grave ?

— Oui ! Très grave !

Les genoux d'Etienne ne tremblaient plus. Il ne crut pas, il ne pouvait croire que son père pût mourir. Il reprit confiance. Blessé, même gravement, son père vivrait.

— Où est-il ? demanda Etienne.

— A Rencurel !

— Eh bien, j'y vais !

— Ce n'est pas la peine, Etienne.

— Comment ! Il sera content de me voir. Quant aux Boches, ils ne m'arrêteront pas. Je leur dirai que je cherche ma grand-mère.

(à suivre)

DANS NOTRE COURRIER

A Angers

UNE RÉUNION INTÉRESSANTE

Nous avons organisé, à la suite du Rassemblement Communiste du 3 avril, une réunion à partir de l'intervention centrale. Tout d'abord, nous y avons abordé la question de « Comment lutter aujourd'hui ? », « Comment préparer une riposte d'ensemble aux attaques de la bourgeoisie ? », alors que les directions syndicales brandent les luttes, attendent 78 ?.

Les thèmes du socialisme et de la Révolution furent débattus par les travailleurs présents qui ont affirmé la nécessité de la destruction de l'État, des exploités pour instaurer le socialisme. Les camarades ont souligné l'importance qu'une grande démocratie puisse exister, à tous les niveaux, sous le socialisme, et que d'autre part, la classe ouvrière devra diriger en tout.

La nécessité d'un Parti pour préparer la Révolution, ainsi que sous le socialisme fut discutée. Un camarade du PCR ml expliqua comment fonctionnait le Parti, comment s'élaborait la ligne politique, à partir de la synthèse des idées justes des masses. Un camarade montra également l'importance du Parti après la Révolution, pour guider les masses, susciter leurs initiatives.

C'est donc un bilan très positif qui fut tiré. Cette journée du 3 permit aux camarades qui nous ont accompagné d'avoir une vision d'ensemble du Parti, ainsi qu'une meilleure connaissance de sa ligne et surtout de son projet de société socialiste.

Des camarades d'Angers

Un débat sur la Commune

Samedi 23 avril, à partir de 14h à la librairie « La puce à l'oreille » (spécialisée dans la littérature populaire et prolétarienne), un débat sur la Commune, à l'occasion de la parution du livre : « Eugène Varlin : pratique militante-écrits d'un Communiste ».

Ce débat sera précédé de la projection d'un montage audio-visuel sur la Commune.

Venez discuter avec nous de cette première révolution prolétarienne qu'est la Commune.

Librairie « La puce à l'oreille », rue des Rosiers - Paris IV^e (Métro Saint Paul)

FORUMS

L'unité de la jeunesse : une tâche urgente

Avec la participation de groupes de jeunes de la 18^e (Paris), pour la Maison de la Jeunesse dans le 18^e (Paris), le comité de jeunes de Massy contre la répression, les jeunes de la cité Saint-Éloi (Paris), les jeunes du FJT et de la MJC de Ménilmontant (Paris 20^e), les jeunes de la cité du Vert-Galant, amis de Gilles Ollivier (Saint-Denis), les amis de Dominique Chesnay (Montreuil), les jeunes de la cité de transit de Houille (avec un film sur leur cité), les jeunes de la cité Mistral (Grenoble), des jeunes des MAJO de Lyon, le comité de jeunes de la cité Bassens (Marseille), les jeunes du FJT de Metz, les jeunes du FJT Didot (Paris 14^e), le comité d'apprentis de Tours, le comité de rédaction de « Stop ghettos » de Châlons sur Marne, le comité de chômeurs et des jeunes du FJT de Valenciennes, les jeunes de la MJC de Fourmies (La Neuville), les jeunes de la Californie (Nancy), les jeunes travailleurs du FJT Vaulabelle (Auxerre), etc...

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom
 Prénom
 Adresse

 Abonnement normal : 300 F
 Abonnement de soutien : 500 F
 Abonnement de soutien : ... F
 Mode de versement :
 en une fois
 en trois fois (échelonné sur trois mois)

République Dominicaine Meeting : XII^e anniversaire de la révolution d'avril 1965

Il y a 12 ans, le 24 avril 1965, les masses opprimées dominicaines se lançaient, armes à la main, dans les rues de la capitale, Saint Domingue, pour mettre à bas le régime anti-populaire et pro-impérialiste de Donald Reid Cabral et pour rétablir le gouvernement démocratique de Juan Bosch (1963).

À ce cri de révolte, qui en trois jours infligea une défaite totale aux troupes gouvernementales, l'impérialisme Nord-américain réopodit, le 28 avril, par l'envoi de plus 40 000 marines. (...)

Le peuple dominicain, subit encore aujourd'hui le gouvernement de Balaguer, imposé en 1966 par l'impérialisme US, à la suite de son intervention militaire. Ce gouvernement (...) soumet le peuple dominicain à la misère matérielle et culturelle la plus sombre, à une domination éhontée de l'impérialisme US et à une répression politique systématique.

Afin de rendre hommage à la Révolution et à ses combattants (...), le comité « Santo Domingo en lutte » vous invite à assister en masse au meeting qu'il organise le :

DIMANCHE 24 AVRIL - 20h -

MAISON DU BRÉSIL

7, bd. Jourdan - Métro Cité Universitaire

PROGRAMME

- Exposition sur la situation du pays pendant les 11 années de gouvernement Balaguer (1966-1977)
 - Montage de diapositives sur la Révolution d'Avril 1965
 - Représentation culturelle
- Comité « Santo-Domingo en lutte »

Marseille

L'association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique, CO de la CIMADE
 26 boulevard des Dames - 13 002 - Marseille
 Tél : 90.49.70

reçoit tous les dons en nature (médicaments, lait, couvertures) et en espèces. Elle tiendra une permanence à la librairie « Lire » le samedi 24 avril à partir de 17h30 où vous pourrez trouver toute la presse du Front Polisario.

FETE DE REBELLES

CARTOUCHERIE DE VINCENNES
 30 AVRIL - 1^{er} MAI

MEETING ANTI-IMPÉRIALISTE

Sous la présidence de Nadjeh Benhad, membre du Comité Nationale de l'UCJR avec des représentants de :

- Thaïlande : Pour la première fois en France, des étudiants patriotes qui ont vécu le coup d'État fasciste à Bangkok.
- Sahara Occidental : Avec la participation de représentants du Front Polisario.
- Palestine : Un camarade de la GUPS témoignera des luttes de la jeunesse contre le sionisme dans les territoires occupés.
- Irlande : Avec la présidente du comité de défense des Murray de Belfast.
- Amérique Latine : Intervention d'un jeune Chilien, messages de Bolivie et d'Argentine.
- Italie : Avec des jeunes des cercles de la Jeunesse prolétarienne de Milan.
- Espagne : Avec un camarade de l'Union de la Jeunesse Maoïste (UJM) qui témoignera du travail effectué dans les comités de quartier pour l'organisation des loisirs (Madrid).

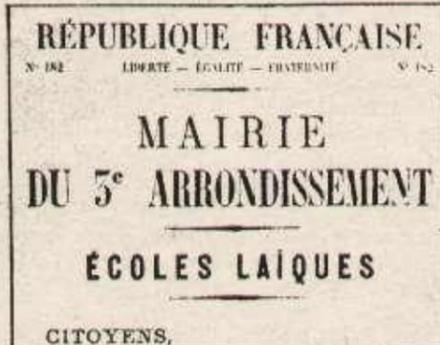
Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
 Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
 Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N° 7718 J
 Directeur de Publication : Y. Chevet
 Imprimé par IPCC-Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56*942

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Dimanche 23 avril 1871

Lundi 24 avril 1871



La mise en place de l'enseignement laïque se poursuit. Non sans difficultés d'ailleurs, comme le note le Communard Jean Allemane dans ses «Mémoires» : «*Tantôt de jeunes chenapans nous accueillait en nous envoyant une grêle de pierres, cependant que des dévotes jouaient avec les «bonnes sœurs» la comédie pathétique de la séparation... Je dus un jour arracher des mains d'un groupe de marchandes du Marché des Carmes la directrice de cette dernière école, à laquelle ces dames bien pensantes faisaient descendre la tête la première, les deux étages qui séparaient de la rue la classe où elles l'avaient saisie.*»

Souvent les lieux autrefois occupés par les Congréganistes étaient d'une saleté repoussante, comme l'atteste Allemane qui dirigea la commission de l'Enseignement de son arrondissement. Le «nouveau style» de l'école laïque, c'est la propreté, l'hygiène, une nourriture saine et abondante («*Dans la cuisine, on apercevait deux vastes marmites d'où s'exhalait une bonne odeur de bouillon*»); et Allemane d'ajouter ce souvenir très émouvant, quand on pense aux restrictions et aux jours de misère subis par tous ces gamins. «*Jamais je n'oublierai la douce surprise qui se lisait sur ces jeunes physionomies. Comment on leur permettait d'entrer dans ce réfectoire où, hier encore, se tenaient les «chers frères»; c'était, aussi pour eux cette soupe dont le fumet aiguillait leur appétit!*»



«L'Internationale», ce journal de l'A.I.T., qui paraît à Bruxelles continue à informer sur les événements de Paris, luttant ainsi contre toute la campagne mensongère qui se déchainait dans la presse bourgeoise européenne. On peut y lire ce jour : «*La Commune qui est l'initiatrice de l'affranchissement des prolétaires, dont le sang consacre à flots l'indomptable affirmation, continue son œuvre d'organisation nouvelle.*»



Oui, le sang communard coule à flots, surtout dans le secteur de Dombrowski. Martial Senisse note : «*Pendant un quart d'heure, du haut des murailles, j'ai regardé Neuilly où des obus pleuvaient sans interruption. Chaque rue de cette localité a déjà connu les exploits de la poignée d'hommes qui, sous le commandement de Dombrowski, tient en échec depuis plusieurs jours tout un corps d'armée. Quatre locomotives blindées, installées sur le viaduc du Point du Jour, concentrent leur tir sur les batteries d'artillerie versaillaises. Les canonnières qui évoluent sur la Seine bombardent Saint-Cloud et Breteuil. Je les ai même vues s'avancer à découvert pour pouvoir atteindre Meudon.*»



Après les exécutions de Fédérés, début avril, la Commune avait le 5 avril promulgué un décret pour resserrer la surveillance et menacer Versailles d'exécuter, en représailles de l'assassinat d'un prisonnier de guerre, un nombre triple d'otages déjà incarcérés comme suspects. Cela freina quelque peu la férocité de Thiers; mais la Commune ne mit point à exécution ce décret. Elle préféra proposer un échange: Bianqui contre Mgr Darboy. Versailles se refusa à toute tractation, malgré l'insistance de l'archevêque de Paris, Darboy. Quelques «martyrs» auraient d'ailleurs servi la propagande de Thiers sur la barbarie sanguinaire des Communards.



La Commune poursuit sa mise en place d'une gestion révolutionnaire: un décret décide que huissiers, notaires,... auront un traitement fixe et devront verser aux Finances les sommes perçues «pour les actes de leur compétence».



Pendant le siège il se vendait du chat, du rat. Mais les riches pouvaient faire des repas fins dans des restaurants renommés.

Pour améliorer la vie quotidienne des travailleurs, il est créé plusieurs boucheries municipales, ainsi qu'un magasin général de denrées alimentaires à Montmartre. Les marchandises y sont vendues à prix réduit et tarifé. Mesure importante après la disette et le marché noir du dernier hiver du siège.

Programme télé SAMEDI 23 AVRIL

TF 1

14 h 05 - Restez donc avec nous
18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Auto Moto 1
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien... raconte!
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un; Guy Bedos
21 h 30 - Peyton Place. Feuilleton
22 h 25 - Football: Suisse-France
23 h 55 - TF 1 Actualités

A 2

12 h 15 - Journal des sourds et malentendants
12 h 30 - Samedi et demi
13 h 00 - Journal
13 h 15 - Samedi et demi (suite)
13 h 30 - Hebdo chansons - Hebdo musiques
14 h 10 - Les jeux du stade
17 h 10 - Des animaux et des hommes
18 h 05 - La télévision des téléspectateurs en super 8
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - César Birotteau (fin)
22 h 00 - Montant chante Prévert
22 h 45 - Drôle de musique
22 h 45 - Drôle de baraque
23 h 20 - Les nouvelles

FR 3

18 h 45 - Les yeux neufs
19 h 05 - Entracte
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - FR3 Actualités
20 h 00 - Les animaux chez eux
20 h 30 - Tous ceux qui tombent
21 h 30 - FR3 Actualités

DIMANCHE 24 AVRIL

TF 1

13 h 00 - TF1 Actualités
13 h 20 - C'est pas sérieux
14 h 15 - Rendez-vous du dimanche
15 h 45 - Direct à la une
17 h 00 - Qu'est-ce qui fait courir papa?
17 h 25 - L'assassin qui ne voulait pas mourir
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - TF1 actualités
20 h 30 - Quelques Messieurs trop tranquilles
22 h 05 - Expressions
23 h 20 - TF1 Actualités

A 2

13 h 00 - Le journal
13 h 25 - La lorgnette
14 h 15 - Pom, pom, pom... pom
14 h 20 - Ces messieurs nous disent
15 h 40 - Tom et Jerry
15 h 50 - Têtes brûlées
16 h 40 - Trois petits tours
17 h 20 - The muppet show
18 h 00 - Pom, pom, pom... pom (résultats)
18 h 10 - Contre ut
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Musique and music
21 h 40 - Scènes de la vie conjugale
22 h 30 - Réalité-fiction
22 h 30 - Réalité-fiction: Michel Mitrani
23 h 15 - Les nouvelles

FR 3

10 h 00 - A écrans ouverts
10 h 30 - Mosaïque
16 h 50 - FR3 Actualités
16 h 55 - Scénario pour une ville
17 h 50 - Espace musical
18 h 45 - Spécial Dom-tom
19 h 00 - Hexagonal
19 h 55 - FR3 Actualités
20 h 05 - Cheval, mon ami
20 h 30 - L'homme en question
21 h 45 - Aspects du court métrage français
22 h 30 - Cinéma de minuit: Le vaisseau fantôme

CONTRE L'EMPRISE IMPERIALISTE

les efforts des pays africains

J.P. CHAMPAGNY

«En matière de coopération, les proclamations de principe ne correspondent pas aux réalités pratiques», déclarait, avant l'ouverture de la conférence franco-africaine, le premier ministre du Sénégal. Les envolées lyriques de Giscard sur le «nouvel ordre économique mondial» ne trompent pas les pays africains, alors que le gouvernement français n'a pas soutenu les revendications du Tiers Monde à la conférence Nord-Sud et que son «aide», de nature impérialiste est de surcroît réduite avec la baisse du budget de la coopération. Aujourd'hui, même la Côte d'Ivoire et le Sénégal émettent des critiques contre cette politique.

En effet, le temps où l'on pouvait considérer les pays d'Afrique de l'Ouest francophone comme un ensemble soumis aux exigences de l'impérialisme, ensemble dont la direction était située dans le bureau de Foccart à l'Élysée, n'est plus. Ces pays, avec la lutte contre les régimes

racistes de Prétoria et de Salisbury, la rupture avec Israël, la reconnaissance de la Chine dans le cadre de l'ONU et de l'OUA ont pris leur place dans le combat du Tiers Monde. Avec la crise du pétrole, l'exemple de l'OPEP a constitué un exemple décisif : dans les négociations sur les matières premières, avec les accords de Lomé, la CNUCED, la conférence Nord-Sud, les pays d'Afrique de l'Ouest ont pris conscience de leur solidarité avec le Tiers Monde et de leur force dans cet ensemble. De plus, la famine au Sahel, et la révolte des peuples africains contre une politique soumise aux intérêts impérialistes responsable de cette famine a conduit ces gouvernements à rechercher la voie de l'indépendance économique et de l'auto-suffisance en se dégageant de l'emprise impérialiste. C'est vers le développement des cultures vivrières et vers l'intégration économique de l'Afrique que ces efforts ont commencé à se développer.



□ Pays de la CEDEAO

Alors que les précédents projets mettaient en avant une industrialisation qui créait un développement inégal et ne correspondait pas aux besoins du pays, la plupart des «plans de développement» mettent aujourd'hui l'accent sur l'agriculture et sur la néces-

sité de ne pas négliger les cultures vivrières.

Au Gabon, alors que le pays grâce à ses devises peut s'approvisionner à l'extérieur en produits alimentaires, le III^e Plan (1976-1980) donne une grande importance à l'agriculture. Il s'agit en

particulier de développer la production alimentaire et de lancer l'élevage à grande échelle pour assurer la couverture des besoins en viande.

A Madagascar, le Président Ratsiraka a mis l'accent sur l'augmentation de la production de riz, base de l'alimentation

malgache. L'objectif est l'autosuffisance en riz dans deux ou trois ans.

Au Niger, un plan 1976-1978 donne la priorité à la production vivrière pour assurer aux populations l'auto-consommation alimentaire. Pour lutter contre la sécheresse, des zones irriguées doivent être aménagées (1 000 à 1 500 hectares par an).

Au Togo, le 3^e Plan 1976-1980 prévoit sur 56 millions de francs CFA pour le secteur rural, 21 millions pour le développement des cultures vivrières.

Cette volonté proclamée d'accorder une plus grande importance aux cultures vivrières vient de la pression des masses : après la famine au Sahel, dans plusieurs pays des paysans se sont révoltés et ont refusé les cultures d'exportation. Mais cet inflexionisme reste limité. En effet, il n'y a pas de remise en cause fondamentale des monocultures, dans la mesure où cette politique de développement agricole est dans la plupart des cas, encadrée par l'aide et la coopération impérialistes. Les conseillers proposent des cultures intégrées où le maintien de la culture d'exportation est associé à un développement relatif des cultures vivrières. D'autre part, ce n'est pas parce qu'un pays se suffit en céréales, que les besoins des masses sont satisfaits et que les paysans mangent à leur faim, étant donné que les plans de développement impérialistes, prétendant impulser la «révolution verte», changent les modes de culture et imposent engrais et mécanisation, les paysans sont amenés à s'endetter et à vendre les céréales qu'ils produisent. Cette politique d'autosuffisance rencontre donc d'importantes limites, dans la mesure où elle fait appel à l'aide impérialiste qui trouve ainsi de nouveaux moyens pour tenter d'enchaîner et d'exploiter les peuples africains.

d'Afrique de l'Ouest n'exportent pas plus de 10% du total de leur exportation vers d'autres pays africains. En effet, les cultures d'exportation et les industries de ces pays ne sont pas orientées pour être complémentaires les unes des autres, mais sont orientées vers les besoins des pays impérialistes. De même, les circuits commerciaux où dominent trois trusts français (SCOA, CFAO et Compagnie du Niger) imposent des produits finis importés, créant même des «besoins» nouveaux. Ainsi, si le regroupement de la CEDEAO a constitué un pas en avant, l'unification économique de l'Afrique de l'Ouest reste à faire contre l'impérialisme. Elle se heurte à la persistance de l'économie «libérale» capitaliste et au poids des courants d'échange imposés par l'impérialisme.

coopération aux lieux issus de l'histoire coloniale. Le traité de Lagos associe aussi bien des Etats de la zone franc, quatre Etats de la zone sterling (Gambie, Sierra Leone, Ghana et Nigéria) un de la zone dollar (Libéria) et la Guinée-Bissau. Ce traité intervient après la signature de la Convention de Lomé qui a vu un engagement plus important de l'ensemble des pays africains dans le combat du Tiers-Monde. Pour favoriser la croissance des échanges et le développement de projets communautaires, la Communauté dispose d'institutions : conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, conseil des ministres, conseil exécutif et commissions techniques. Dans un délai de quinze ans, les accords prévoient : la mise en place d'une union douanière, l'élimination de toute pratique restrictive en matière commerciale. Ainsi, grâce au développement du commerce intra-africain, ces pays devraient éviter d'acheter des produits chers (et souvent inadaptés) aux impérialistes et développer leur industrialisation pour fournir un marché de 119 millions de consommateurs.

Mais cette volonté de développer les échanges intra-africains se heurte à de grandes difficultés venant des structures existantes. Mis à part des pays enclavés, comme la Haute-Volta qui a des échanges importants avec la Côte d'Ivoire, la plupart des pays

LES REGROUPEMENTS REGIONAUX

DE NOMBREUSES EXPERIENCES

Dès leur décolonisation, les pays africains ont pris conscience du fait qu'ils pouvaient avancer dans la mise en valeur de leurs ressources en unissant leurs efforts et faire reculer leur situation de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme en unifiant leurs économies.

Les premiers regroupements avaient une nature ambiguë dans la mesure où s'y retrouvaient des pays issus d'un même empire colonial : s'ils jetaient des bases d'unité, ils restaient aussi des relais de l'emprise néo-coloniale. Ainsi, le Conseil de l'Entente regroupe autour de la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta, le Niger, le Dahomey et le Togo. Il a apporté son aide à divers projets industriels et agricoles grâce à un fonds de garantie des emprunts ; ce fonds est principalement financé par la Côte d'Ivoire.

Une sorte de marché commun d'Afrique de l'Ouest est créé en 1973 avec la CEAO (Communauté Economique d'Afrique de l'Ouest) dont le but est d'améliorer l'infrastructure, (routes, chemins de fer, ports), d'harmoniser les politiques d'industrialisation et d'impulser le commerce intra-africain. Mais ce regroupement se limite aux pays de la zone franc.

La CEDEAO (Communauté Economique et Douanière de l'Afrique Occidentale) est un regroupement nouveau dans sa conception, fondé en 1975 par le traité de Lagos, il reflète une volonté de ne plus soumettre la

Une alternative : L'aide des pays Arabes

Alors que l'aide des impérialismes occidentaux et des superpuissances est toujours conditionnelle, l'aide des pays arabes semble bien davantage destinée à encourager l'indépendance économique et l'unification des pays africains. En quantité, elle est d'ores et déjà comparable à celle de la CEE : elle se présente aujourd'hui comme une alternative.

A la suite du dernier sommet arabo-africain (mars 1977), les pays arabes se sont engagés à fournir une aide de près de 1 milliard 500 millions de dollars, alors que l'ensemble de la CEE fournit une aide publique de 3 milliards 600 millions de dollars en 5 ans. Cette aide, contrairement à l'aide impérialiste est destinée à favoriser l'intégration économique de l'Afrique. Il s'agit, par exemple, de la construction de 30 000 kilomètres de routes transafricaines. Alger serait reliée au Mali et au Niger par la transahélienne, le Kenya au Togo par la transafricaine, le Togo à la Mauritanie par la Côtère, le Caire au Botswana par la transest-africaine. Il est prévu en outre 47 000 kms de routes nationales dans 40 pays.

D'autre part le projet de réseau de communication panafricain (PANAFTEL) doit bénéficier de 250 millions de dollars, des projets d'évaluation des ressources naturelles (nappe d'eau et de pétrole) par le système de télé-détection seront réalisés par un financement de 70 millions. La Banque Arabe de Développement bénéficient également de nouvelles rentrées.

La convention de Lomé : une étape importante

Signée le 28 février 1975 entre les pays de la CEE et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, la Convention de Lomé marque un tournant dans les rapports entre le Tiers Monde et les pays impérialistes. Du point de vue des pays européens, il s'agit de s'assurer la garantie d'un certain nombre de ressources grâce à des concessions ; du point de vue du Tiers Monde, il s'agit d'obtenir des avantages, sanction d'un nouveau rapport de force.

La CEE donne le libre accès à son marché à tous les produits industriels en provenance de ces pays et à 96% des produits agricoles, sans qu'il y ait réciprocité, c'est-à-dire sans que les pays du Tiers Monde soient forcés d'accorder à la CEE un régime préférentiel. De plus la CEE garantit la stabilisation des recettes d'exportation pour douze produits (arachide, cacao, café, coton, coco, palme, cuirs et peaux, bois, banane, thé, sisal, minerai de fer).

Même si ces accords sont restrictifs et n'interviennent que dans des conditions déterminées : ils ont marqué une très large unité des pays du Tiers Monde malgré leur diversité face à des pays impérialistes. Ils servent de précédent : c'est la première fois qu'on mettait sur pied un système de stabilisation des recettes d'exportation. Aujourd'hui, les pays du Tiers Monde revendiquent la généralisation d'un tel système pour un plus grand nombre de produits au niveau mondial.